

*p. Monsieur le Donat honnorable
de l'autour*

DÉFENSE

DE

382504

L'ÉGLISE DE FRANCE

CONTRE LES ATTAQUES

De l'Auteur

DE LA DISSERTATION SUR LE PRÊT À INTÉRÊT.

Ouvrage où l'on explique

Les dernières décisions de la Pénitencerie relatives à l'usure.

PAR M. L'ABBÉ BOYER,

DIRECTEUR AU SÉMINAIRE SAINT-SULPICE.



A PARIS,

CHEZ GAUME FRÈRES, LIBRAIRES,

RUE DU POT-DE-FER-SAINT-SULPICE, 5.

1839

DÉFENSE
DE
L'ÉGLISE DE FRANCE
CONTRE LES ATTAQUES
DE L'AUTEUR
DE LA DISSERTATION SUR LE PRÊT À INTÉRÊT.

LES EXEMPLAIRES
NON REVÊTUS DE LA SIGNATURE CI-DESSOUS
SERONT RÉPUTÉS CONTREFAITS
ET POURSUIVIS COMME TELS.



Cet ouvrage se trouve aussi

CHEZ ADRIEN LECLERC ET C^{ie},
Imprimeurs-Libraires,
RUE CASSETTE, N^o 29.

DÉFENSE

DE

382504

L'ÉGLISE DE FRANCE

CONTRE LES ATTAQUES

De l'Auteur

DE LA DISSERTATION SUR LE PRÊT À INTÉRÊT.

Ouvrage où l'on explique

Les dernières décisions de la Pénitencerie relatives à l'usure.

PAR M. L'ABBÉ BOYER,

DIRECTEUR AU SÉMINAIRE SAINT-SULPICE.



A PARIS,

CHEZ GAUME FRÈRES, LIBRAIRES,

RUE DU POT-DE-FER-SAINT-SULPICE, 5.

1839



AVANT-PROPOS.

Avant que de commencer cet écrit, je dois décliner le nom de mon adversaire, son titre, ses qualités. C'est un professeur de théologie, un docteur même de cette école théologique créée par Bonaparte en 1807; mais indépendamment de ce grade, il se présente à nous sous des rapports encore plus avantageux : c'est un prêtre estimable par son savoir, médiocre dans le fond, mais précieux dans le malheureux temps où nous sommes; un prêtre d'une vie austère, irréprochable dans ses mœurs, et qui, après une longue carrière utile au public, l'afflige aujourd'hui par le délire de sa doctrine et le scandale de ses assertions calomnieuses contre tous les ordres de l'Eglise de France. Ce fougueux théologien, qu'on me pardonne ce familier langage, s'en prend à tout le monde.

Il attaque : 1^o toutes les écoles théologiques,

connues sous le nom de séminaires : *Leurs études sont légères et superficielles ; il n'en sort que des hommes incapables d'occuper un poste important ;*

2° Le corps entier des pasteurs et des dispensateurs du **sacrement de pénitence**, par le même vice de la faiblesse de nos études : *Rien de moins commun parmi eux que la science appelée commune et suffisante ; un grand nombre ne la possèdent pas ;*

3° L'épiscopat en masse : *Le roi des Français, vu l'état des études en France, est dans l'impuissance de présenter au saint Siège des évêques pourvus de cette profonde science nécessaire, suivant le concile de Trente, pour remplir un poste si important. De là cet étrange cas de conscience : Un confesseur qui voit à ses pieds un pénitent évêque qu'il sait incapable, quelle conduite doit-il tenir ? Suit la solution de ce cas. Il doit par ses interrogations, c'est-à-dire par un examen sérieux, s'assurer que ce prélat possède toute la science inscrite dans le prospectus du docteur Abelly, au chapitre de la science suffisante des évêques. J'imagine qu'il invitera le prélat à s'asseoir, car un pareil examen, subi à genoux et dans l'attitude d'un pénitent, ne serait pas soutenable. Tout cela est très-sérieux : lisez depuis la page 327 jusqu'à la page 350.*

Après une si violente agression contre le corps entier des évêques et celui des prêtres, il en prend

plusieurs à partie, et certes ce ne sont pas les moins considérables qu'il entreprend : parmi les évêques ce sont messeigneurs de Bellai, du Mans, de Rennes, monseigneur Rey, prélat à demi français et que la France envie à la Savoie. Les prêtres, ce sont des pasteurs, des hommes de lettres de la ville de Lyon qu'il désigne nominativement, et il combat avec eux corps à corps.

4° Il attaque le tribunal du Saint-Office, et ici encore il distingue plusieurs consultants, et il lutte contre eux, et Dieu sait comment il les traite : *La doctrine calvinienne a pénétré dans ce corps, et a infecté toute l'Eglise romaine; elle a pénétré jusqu'au saint Siège, où se garde l'unité de la foi.*

5° Il attaque toute l'Eglise de France, il la couvre en quelque sorte de boue par ses injurieux reproches : *L'ignorance, la cupidité, l'orgueil ont envahi tout son clergé.*

6° Enfin il attaque l'Eglise tout entière, et les conséquences de sa doctrine ne vont à rien moins qu'à nier sa visibilité et son indéfectibilité.

Après ces préliminaires, on aperçoit que les séminaires, les pasteurs et les prêtres approuvés, tous les évêques en corps, des prélats et des prêtres pris distributivement, le Saint-Office, l'Eglise romaine forment l'honorable clientèle que j'ai à dé-

fendre dans cet écrit. Et chacun de ces illustres accusés va fournir un chapitre à cette dissertation. C'est pourquoi je la divise en cette manière : 1^o défense des séminaires ; 2^o des prêtres et des pasteurs, dispensateurs du sacrement de pénitence ; 3^o apologie de l'épiscopat en corps ; 4^o un mot sur les évêques et les pasteurs désignés nominativement par le docteur Pagès ; 5^o défense du Saint-Office et de l'Eglise romaine, où l'on explique le sens des dernières décisions émanées du saint Siège sur le prêt à intérêt, et de l'autorité dont elles doivent jouir dans les églises particulières ; 6^o la visibilité et l'indéfectibilité de l'Eglise universelle, défendues contre les accusations erronées du même docteur. Vaste champ ouvert devant moi et sur lequel je ne puis que courir : pour creuser et approfondir il faudrait composer un livre, et le petit nombre de lecteurs sur lesquels je compte refuseraient de m'y suivre.

On me dira peut-être : Pourquoi ces grands frais d'une réfutation en forme contre un livre qui se réfute par ses propres excès, que tous les libraires repoussent, se renvoient l'un à l'autre, et dont les feuilles, après avoir passé du magasin de M. Perrisse à celui de M. Sauvigné, n'ont pu s'arrêter nulle part, et sont venues s'entasser dans la cave

ou au grenier de l'auteur ? Pourquoi réveiller cet ouvrage de son sommeil, lui donner en quelque sorte une nouvelle vie, après qu'on a dit de lui : Il est mort ? Et plutôt à Dieu que ce fait fût véritable. Mais, par un concours malheureux de circonstances, ce prétendu mort est encore en vie : le libraire, avant de le reléguer dans ses magasins, lui avait donné une publicité supérieure à celle d'un débit rapide. Dans un ambitieux prospectus, il en avait publié la table tout entière ; elle forme à elle seule un pamphlet de seize pages. Là, toutes ces assertions non moins erronées que calomnieuses sont posées comme autant de thèses, elles brillent aux yeux, elles entrent dans l'intelligence d'un esprit irréflecti, mal disposé, et y obtiennent un accès plus facile et une plus dangereuse influence qu'un laborieux écrit ; elles deviennent pour lui autant de propositions démontrées par un docteur célèbre, et après lesquelles on ne conteste plus. Tiré à cinq mille exemplaires, ce calomnieux libelle a propagé l'erreur dans une sphère immense de lieux et de personnes où l'ouvrage n'aurait pu arriver ; il a eu cinq mille lecteurs, et ce lourd et indigeste volume n'en aurait pas eu cent. Laissez-le sans réclamation : les ennemis de la religion ne vont-ils pas s'en emparer, et ce langage ne pourra-t-il pas

venir dans leur bouche : « Ces pasteurs, ces évê-
» ques de l'Eglise soi-disant catholique, qu'est-ce
» autre chose qu'une plèbe ignorante, orgueilleuse?
» Il n'y a parmi eux qu'*ignorance, orgueil, cupidité*;
» voilà ce que disent leurs docteurs les plus éclai-
» rés, comme autrefois les augures de l'ancienne
» Rome, dans les communications franches et fa-
» milières de leurs conversations; c'est dans leur
» intérêt qu'il faut forcer leurs élèves à fréquen-
» ter nos lycées, à venir y puiser quelques lumiè-
» res : sans cela on ne verra parmi eux que l'obs-
» curantisme, la nuit et les ténèbres. »

Et si l'on m'oppose que laisser percer une divi-
sion entre les défenseurs de l'Eglise est un mal
plus grand qu'il n'y a de bien dans le meilleur des
écrits, je réponds que ce mal n'existe pas, que le
fait est notoire, constaté par la solitude de l'au-
teur. Enfin voici un dernier avantage qui m'atta-
che à cette publication, c'est que le livre de M. Pa-
gès, peu digne de réfutation en lui-même, me
fournit un motif suffisant, et tout à la fois une
occasion favorable de communiquer à notre clergé
quelques pensées utiles, lesquelles, sans cette ren-
contre, n'auraient pas vu le jour, et parmi elles je
compte mes éclaircissements sur les dernières dé-
cisions de Rome relatives à l'usure. Je ne déses-

père pas de couvrir par l'utilité des détails la pénurie du sujet que je traite.

Je prie mon adversaire de croire que je n'entre pas dans cette controverse sans mission. Elle est consignée dans une lettre que m'écrivit, à la première apparition de son livre, un respectable prélat, dont les désirs sont pour moi des ordres. Je n'y entre pas avec plaisir : il me coûte de contrister un prêtre, possesseur jusqu'ici, à bien des titres, de l'estime publique. Mais il en est des guerres du Seigneur comme de celles des Etats : c'est dans les premières encore plus que dans les dernières que l'on oublie les personnes ; l'amitié, la parenté même disparaissent en présence du bien public. *Amicus Plato, sed magis amica veritas*, a dit un auteur païen ; les connaissances, les amis mêmes de ce docteur diront volontiers ici : *Amicus Pagès, sed magis amicæ religio et pietas*.



DÉFENSE
DE
L'ÉGLISE DE FRANCE
CONTRE LES ATTAQUES
De l'Auteur de la Dissertation
SUR LE PRÊT A INTÉRÊT ¹.

Chapitre Premier.

DÉFENSE DES SÉMINAIRES.

Les études des séminaires sont faibles et légères.

N'attendez pas dans l'écrit que je réfute un mérite littéraire correspondant aux prétentions de son auteur. On y désire à chaque pas, dans l'invention, un corps de raisons fortes et convaincantes; dans la disposition, cette suite, cet enchaînement d'idées, et tout ce qu'on appelle *lucidus ordo*, tant de fois commandé après Horace par tous les

¹ Ouvrage imprimé à Lyon, en 1838, et qui a pour auteur M. Antoine Pagès, et se vend chez lui.

maîtres dans l'art de bien écrire; dans l'argumentation, cette marche serrée, pressée vers le but, qui ne divague jamais, et si puissante pour porter la lumière et la conviction dans les esprits. Ce sont des preuves faibles, flasques, sans nerfs, sans force, sans aucun lien entre elles. Souvent je me vois forcé de les unir, de les rapprocher, de mettre entre elles un ordre auquel l'auteur n'a pas songé, pour les saisir et les combattre. Le prêt à intérêt est pour cet auteur comme un point d'appui autour duquel il n'est pas fâché de faire montre de tout ce qu'il sait, et de rassembler une foule de discussions dont je dirais volontiers qu'elles s'étonnent et jurent en quelque sorte de se trouver ensemble. Je n'exagère rien; mais ce gros volume de plus de huit cents pages se réduirait à moins de soixante par celui qui voudrait en élaguer tout ce bagage de dissertations étrangères à la matière, et le resserrer dans les bornes du sujet. Par exemple, l'auteur veut nous prouver que les études des séminaires sont faibles, et il allègue en faveur de cette accusation deux preuves, qui assurément à elles deux n'en valent pas une bonne, tant elles sont peu afférentes au but et mal déduites de leurs principes. La première est la malheureuse facilité des prêtres approuvés à suivre les décisions toutes calviniennees du Saint-Office, péché où il entre moins de malice que d'ignorance, et de cette ignorance causée par la faiblesse des écoles où ils ont puisé cette instruction. La seconde preuve se tire d'une sorte de parallèle entre nos études et les études

de l'ancienne Faculté de Paris. La brillante carrière de sa licence et les grandes preuves de science qu'elle exigeait de ses docteurs, tout cela, comparé avec les faibles leçons données dans nos séminaires, démontre, selon lui, que les sujets sortis de nos classes ne sont que trop malheureusement au-dessous du difficile ministère de la direction des âmes. Ici vient une notice historique sur l'ancienne école, ses études, ses thèses, la grande science dont elles étaient la preuve.

Je déclare à notre docteur que je nie toutes ses assertions relatives aux faibles études de nos séminaires, je n'y vois que des contre-vérités, et je leur oppose contradictoirement les trois propositions suivantes :

1^o Les études de nos séminaires, qu'il estime légères et superficielles, comparativement à celles de l'ancienne France, sont plus fortes, plus abondantes en instructions que ces dernières ;

2^o Elles sont plus capables de former de bons confesseurs et des directeurs des âmes ;

3^o Les faits que notre docteur allègue en faveur de sa thèse sont éminemment propres à prouver le contraire.

Article 1.

Les études de nos séminaires, loin d'être légères et superficielles, sont plus fortes et leur instruction est plus abondante que celles des séminaires de l'ancienne France.

Notre docteur, en preuve de sa thèse, fait appel aux études de Paris. En ma qualité d'élève de cette

ancienne école et de vieux professeur dans la nouvelle, je dois avoir sur la matière des connaissances que n'ont pu donner à notre censeur les études de la province. Prenons donc pour terme de comparaison, puisqu'il le veut, l'ancien et le nouveau séminaire de Paris. Dans cette comparaison, je crois pouvoir sans orgueil, et tout à la fois sans partialité, me prononcer pour ce dernier. Ses études valent mieux : 1^o du côté des maîtres. Les anciens professeurs étaient ce que sont aujourd'hui les directeurs de nos conférences, des jeunes gens, les égaux presque autant que les maîtres de leurs condisciples. Cet inconvénient n'a pas lieu aujourd'hui; c'est une chose rare et très-rare que de voir un sujet élevé à ce grade immédiatement au sortir de son cours : son mérite pourrait seul motiver cette exception; et l'assertion contraire de notre docteur a le double défaut d'être une fausseté en matière de fait, et de plus une injure voisine de la calomnie. Il n'est pas vrai que la majorité des professeurs des séminaires de France ne se compose que de jeunes gens ignorants, incapables, moins dignes d'enseigner que d'être enseignés. J'ai visité à peu de chose près tous les séminaires du royaume; j'atteste comme témoin oculaire avoir rencontré dans ces écoles un grand nombre de sujets que la jurisprudence de l'ancienne France aurait qualifiés du titre de docteurs, professeurs septennaires¹; des hommes pleins de savoir et

¹ Un ancien gradué obtenait, après sept ans de professorat, un grade privilégié non moins lucratif qu'honorable.

d'expérience, dignes à tous égards d'être le conseil et la lumière des pasteurs ordinaires du diocèse.

2° Nos études sont supérieures aux anciennes par l'abondance des matières enseignées. La théologie dogmatique remplissait à elle seule les cours; encore fallait-il en retrancher quelques-uns des traités les plus importants, la Trinité, le péché originel, le traité de *Locis theologicis*. La morale n'y avait aucune part, et cependant, par le nombre et la difficulté des questions discutées, elle absorbe plus de classes que le dogme; car rien ne manque à ses leçons de tout ce qu'exige une suffisante discussion de la matière.

3° Par le temps consacré au cours. Celui d'autrefois ne durait que deux ans et demi, et le nôtre, toujours triennal, se prolongeasse souvent aujourd'hui plus ou moins avant dans la quatrième année.

4° Par les heures consacrées à l'étude. Elle possède aujourd'hui toutes celles qu'absorbait autrefois l'assistance aux classes universitaires, c'est-à-dire environ trois heures par jour.

Ajoutons encore, avant de clore cet article, que la médaille du nouveau comme de l'ancien séminaire de Paris avait son revers. Le beau côté des études de l'ancien séminaire, c'était : 1° l'émulation dont elles étaient animées : aujourd'hui presque partout elles sont frappées de langueur; 2° la facilité de ses élèves à parler latin et à faire ressortir leurs idées par de justes développements. Cela tenait chez eux à la supériorité de leurs humanités, à leur connaissance plus profonde de la bonne

latinité, et de plus à leur manière d'étudier. Les plus forts d'entre eux travaillaient davantage d'eux-mêmes. Leurs *compendium* étaient plus souvent encore le fruit de leurs recherches, de leurs méditations, que la copie ou le résumé des explications du professeur. Bornés à la préparation d'un petit nombre de thèses qu'ils avaient travaillées avec soin, ils en parlaient dans les examens publics et solennels du temps, avec une abondance d'élocution où l'on retrouvait parfois quelque chose de la faconde de l'avocat ou de l'éloquence de l'orateur. Mais qu'un sévère examinateur eût essayé de parcourir avec eux tout le traité, de leur en demander la suite, l'analyse, de les sonder assez profondément pour s'assurer s'ils avaient dans la tête, sur les plus importantes questions, ces principes qu'on peut appeler les clefs de la voûte, l'issue aux difficultés, cet homme eût bientôt rencontré le tuf. J'ose dire de nos élèves qu'ils sont plus instruits; leur tête est meublée d'un plus grand nombre de connaissances. Leurs réponses sont sèches et laconiques; mais, nonobstant ces dehors peu avantageux, on voit qu'ils possèdent leurs matières, qu'ils les ont comprises, qu'elles ont été discutées, approfondies dans l'enseignement dont ils rendent compte. Leurs catéchismes, leurs essais sur la prédication, nous ont mis quelquefois cet aveu dans la bouche : *Nos productions, à leur âge, n'auraient pas été nourries de tant de connaissances sur le dogme, la morale et l'Écriture sainte.*

Article 3.

Les études du séminaire actuel de Paris sont plus propres que celles de l'ancien à former des pasteurs et de sages dispensateurs du sacrement de pénitence ; et c'est surtout par cet endroit que notre docteur appelle leur côté faible, qu'elles se montrent surtout fort supérieures à celles de l'ancien.

Je viens d'en toucher la raison, elle est visible, palpable : c'est que l'enseignement de la morale est aujourd'hui la principale occupation du cours. Or, la morale ne s'occupe qu'à former les confesseurs et les directeurs de la conscience : le droit divin et humain, qui est la règle et la loi de ce saint ministère ; les maximes de discrétion, de sagesse, qu'on appelle la prudence du confesseur ; la sage application qu'il convient d'en faire aux états, aux conditions, aux positions si variées et souvent si contraires dans le commerce de la vie, sont la matière de ses leçons. Il me semble entendre un censeur qui se croit habile faire d'un cours de jurisprudence destinée à former des avocats, des magistrats et des juges, la critique suivante : C'est que le maître s'est trop arrêté à expliquer le Code civil avec tous les éclaircissements qu'en ont donnés les délibérations du Conseil d'Etat, les réponses ministérielles, les arrêts de la Cour de cassation, les sentences des Cours souveraines de justice. Et tout cela se réduit à dire que l'ancien cours était surtout admirable, et éminemment propre à former des confesseurs, sans dire un mot de la morale, c'est-à-dire de la science du confesseur.

Nous nous rappelons ici les conseils adressés alors par un guide expérimenté aux jeunes gens nouvellement sortis des classes de théologie. Ce jeune homme était le premier et le plus capable de son cours; il avait été proclamé tel après avoir remporté toutes les palmes académiques décernées par les usages du temps. Néanmoins un homme sage croyait lui parler en ami en lui disant : « Vous connaissez la science du dogme, elle » vous servira beaucoup dans la composition de » vos prônes, de vos homélies, de vos sermons; » mais vous aspirez en outre à devenir un con- » fesseur sage, un habile directeur des âmes, il » vous reste une grande étude à faire, celle de la » morale; qu'elle soit de votre part sérieuse, pro- » fonde; car après tout elle est la science du confes- » seur, l'unique moyen humain qui vous soit donné » d'apprendre cet art divin dont l'esprit de Dieu est » le véritable maître, et que tous les siècles ont ap- » pelé l'art des arts et le plus difficile des ministè- » res. » A un licencié il aurait dit : « Après ce rigoureux » exercice donné à votre esprit par la préparation » de plusieurs savantes thèses, d'argumentations » vives et animées, votre intelligence a acquis beau- » coup de développement et de force, je vous crois » propre à manier avec succès les armes de la con- » troverse, à prêcher éloquentement la divine parole; » mais puisque vous songez à devenir pasteur d'une » grande cité, officiel dans un chapitre, administra- » teur ou vicaire général d'un diocèse, retirez-vous » pour quelque temps dans la solitude, étudiez-y

» sérieusement la morale et le droit canonique, autrement vous ne serez qu'un faible pasteur et un mauvais dispensateur du ministère de la pénitence. » Et voilà ce qu'avait bien compris M. Emery, et ce qui lui semblait, comme aux hommes sages de l'époque, digne *de réforme* dans la savante école théologique de Paris : l'absence de l'étude de la morale du cours des séminaires et de la brillante carrière de la licence. Par l'autorité de ce sage supérieur, la morale commençait à être enseignée au grand séminaire de Saint-Sulpice. Les prêtres engagés dans le ministère actif des paroisses de la capitale étaient admis à ces conférences, et M. Richard, leur professeur, malgré la rudesse de son langage, y faisait admirer des auditeurs les plus lettrés de ce clergé, la profondeur de ses connaissances et la solidité de ses décisions sur les cas les plus épineux de la science des mœurs. J'ajoute encore que de sages docteurs, dans les assemblées périodiques de la Faculté de Paris, avaient proposé, par forme de motion ou de proposition, l'introduction de la morale comme matière obligée des thèses de la licence ; mais je reviens à mon sujet. L'argumentation de mon adversaire se résume à peu près en ces termes : l'ancien cours était beau, admirable, beaucoup plus préparatoire que le nouveau au ministère de la confession, et cela par des cours auxquels il ne manquait autre chose pour former d'habiles confesseurs que de dire un mot sur la morale, c'est-à-dire sur la science du confesseur.

Autre défaut de logique que je remarque ici en passant. Que vient faire la licence dans cette affaire, avec tout l'étalage de ses thèses et de ses disputes solennelles? Je ne vois là que l'argumentation suivante : l'ancienne Faculté de théologie de Paris possédait un cours de théologie appelé la licence. Là, quatre-vingts ou cent théologiens distingués, réunis de toutes les parties du royaume, professeurs ou présumés dignes de l'être; après sept années d'études théologiques préalables, de grandes preuves de science exposées dans un grade inférieur, après une carrière de deux ans illustrée par de savantes thèses, des arguments pleins d'une logique pressante; ces hommes, par tous ces combats théologiques, disputaient entre eux les premières places de cette licence. Arrivés par là au grade de licenciés ou de docteurs, ces titres leur mettaient en main une expectative légale et plus ou moins prochaine à la possession d'un certain nombre d'offices ou bénéfices riches et honorables, et réservés par le droit aux gens de lettres; par conséquent le plus grand nombre de clercs préparés aux saints ordres et au ministère des paroisses, dans les séminaires du royaume, ne vauent qu'à des études *légères, superficielles et très-insuffisantes*. Quel rapport, je vous prie, entre les prémisses et la conséquence? quel argument pour un docteur, pour un professeur?

Les deux premiers articles emportent avec eux la solution du troisième, et il est visible que les

faits allégués par l'auteur prouvent évidemment le contraire de sa thèse.

Quant à sa digression, je ne la blâme pas; elle est une faute de logique, j'en conviens, mais c'est une faute que j'appelle heureuse. Je la compare à ces épisodes que l'on rencontre dans les poèmes; j'y vois même quelque chose de plus utile qu'une agréable récréation donnée à l'esprit : un fait historique très-digne de mémoire et néanmoins prêt à se perdre dans l'oubli, et que l'on sauve par là des ravages du temps. La pensée de fixer par l'écriture la tradition orale de ce fait, vivant encore dans l'esprit d'un petit nombre de témoins, m'était parfois venue dans l'esprit. L'occasion de la mettre à exécution me paraît favorable; je la saisis avec plaisir; mais, pour ne pas rompre le fil de cette discussion, et tomber, par une digression, dans le défaut que je reproche à mon adversaire, je la renvoie par forme de note à la fin de cette dissertation. On lithographie tous les jours ces édifices religieux et matériels dont le vandalisme de la révolution a fait un monceau de ruines; l'histoire a aussi son burin pour conserver à ces monuments de l'ordre moral une vie que ne pourraient leur donner l'art de la gravure et les traits froids et inanimés de la lithographie.

Chapitre Second.

DÉFENSE DES PRÊTRES ET DES PASTEURS DISPENSATEURS DU SACREMENT DE PÉNITENCE.

Ici, contradictoirement à notre censeur, je pose les trois assertions suivantes : 1^o la science suffisante du confesseur qu'il affirme n'être pas commune dans nos prêtres approuvés, par le même vice de leurs faibles études, est très-commune parmi eux, et les exemples contraires font moins règle qu'exception ; 2^o sa doctrine en cette matière est pleine d'exagération et de fausseté ; 3^o quelques principes sur la science rigoureusement exigée du confesseur, aux termes de la raison et du droit divin, feront la matière du troisième article.

Article 1.

Nos confesseurs approuvés ont ordinairement la science suffisante, et les exemples contraires sont moins des règles que des exceptions.

Avant que d'entrer dans la preuve de cette thèse, je crois pouvoir présenter d'abord ce moyen préjudiciel, qui me paraît n'être pas méprisable.

Par cela seul que Dieu ordonne aux hommes de tout âge, de toute condition, de tous les pays, à tous les baptisés, en un mot, de s'approcher du tribunal de la pénitence, il n'a pu exiger, pour s'y asseoir, la science éminente des anciens docteurs de Sorbonne; il ne faut rien moins que trente ou quarante mille confesseurs pour desservir tous les tribunaux de l'Eglise de France, et si tous ces hommes doivent être pourvus de la science qui fait les docteurs ès saintes facultés, cela va loin.

Mais j'arrive à la preuve directe de ma proposition. Je soutiens que tous nos séminaristes promus au sacerdoce, approuvés par l'ordinaire pour les confessions, envoyés dans les paroisses avec le titre de pasteurs, après les examens préalables voulus par la loi et par la discipline de l'Eglise, je dis de tous ces hommes qu'ils sont présumés avoir la science du confesseur, qu'ils l'ont ordinairement, sauf le cas rare d'une surprise faite à la religion de l'examineur ou à la bonté de son cœur, par le malheur des circonstances; et j'ajoute encore que la supposition contraire est une injure faite à tous les juges de ce respectable tribunal, c'est-à-dire aux hommes les plus élevés en vertu et en science dans l'Eglise de France. Et que peut-il leur manquer à ces candidats, après un pareil *admissus*, à s'en tenir à la rigueur de ce mot, que nous appelons en ce genre *le nécessaire* de la science, après tant d'examens subis durant les cours de l'école sur tous les traités de théologie dogmatique et morale, examens renouvelés avec une ri-

gueur nouvelle devant de nouveaux juges, à chacune de leurs présentations aux saints ordres, sans parler du dernier, qui précède l'approbation ?

Bien entendu que nous ne parlons ici que de la science nécessaire. Quant à celle qui serait désirable, nul doute qu'elle n'a point de bornes.

Article 3.

Où l'on détermine d'une manière plus précise la science suffisante du confesseur.

Et puisque mon dessein dans cet écrit n'est pas tant de réfuter un adversaire qui se réfute par lui-même que d'approfondir, dans une occasion favorable, une matière importante, j'ajouterai ici : Qu'entendez-vous par la science nécessaire du confesseur ? quelle en est la matière, la mesure, la borne ? ce n'est pas cette profondeur de doctrine qui ne recule devant aucune difficulté, qui résout sans hésiter les cas les plus ardues et les plus difficiles que puisse offrir la science des mœurs : cette science est désirable ; mais, après tout, elle n'est pas nécessaire : cette science est celle du docteur, et non pas celle du pasteur. Or, selon l'interprétation la plus reçue, ce sont là deux ordres bien distingués, bien séparés par ce langage de saint Paul : *Dedit pastores et doctores*. Le docteur défend l'Eglise contre les nouveautés de l'erreur par de savants ouvrages, disserte dans une chaire sur les points les plus obscurs du dogme et de la discipline, et conserve par là dans toute sa pureté le

depôt de la foi. Le pasteur, le confesseur et le directeur des âmes expliquent au peuple, sur la chaire de vérité, les éléments de la doctrine, résolvent dans le tribunal de la pénitence les cas communs et ordinaires que présente le commerce de la vie. Or, les grandes difficultés étant, comme nous venons de le dire, renvoyées à la décision du docteur, cette science ainsi réduite consistera, selon la rigueur du droit, à savoir discerner les cas vraiment douteux et difficiles de ceux qui ne le sont pas et que l'on appelle certains ou faciles; prononcer avec fermeté sur ces derniers, hésiter sur les premiers; couper, trancher hardiment sur les uns, dire modestement sur les autres, avec saint Augustin : *Je voudrais interroger ici des hommes plus savants que moi : Vellem audire doctores*. Or, cette science, que j'appellerai volontiers science du doute, est précisément celle que nous cherchons ici et que nous appelons la science suffisante du pasteur, du confesseur, du directeur des âmes. A présent, je maintiens que cette science est ordinairement le partage de tous les élèves promus dans le séminaire au sacerdoce, de tous les prêtres approuvés et examinés avant leur approbation; mais elle est surtout celle du pasteur qui exerce le saint ministère avec toutes les précautions de la prudence chrétienne. Pour *bâtir la tour, pour soutenir contre Satan la guerre du saint ministère*, les hommes dont je viens de parler ont en main tous les fonds, toutes les provisions de science nécessaires; ils ont lu avec attention ces excellents ouvrages où de

savants théologiens ont abrégé les énormes volumes des maîtres de la morale; ces lumineux et substantiels abrégés, ils les ont compris, logés peut-être dans leur mémoire. Les explications qu'en ont données, les développements qu'y ont ajoutés leurs professeurs dans la chaire de l'école, pour en éclaircir les obscurités ou en suppléer les lacunes, sont dans leurs notes; tous les jours ils augmentent ce fonds de connaissances acquises par une étude constante et non interrompue, par leur assiduité aux conférences ecclésiastiques de l'arrondissement, par les lumières que leur apporte sans cesse la pratique du saint ministère. Je dis de ces hommes qu'ils ne sont pas dépourvus de la science du confesseur, qu'ils la possèdent dans une suffisante mesure; je reconnais en eux ces ouvriers sans reproche dont parle saint Paul, qui n'ont pas à rougir de la manière dont ils traitent le saint ministère : *Operarium inconfusibilem rectè tractantem verbum Dei*. On peut appliquer à la morale ce mot ingénieux par où le grand pape saint Grégoire a désigné quelque part les profondeurs de l'Ecriture sainte, elle est ce fleuve où l'on rencontre, comme dans celui de la parole de Dieu, des abîmes où nagent les éléphants, et des endroits guéables où passent les agneaux; et, pour parler sans figure, elle pose des cas simples et faciles; elle en propose d'obscurs, de compliqués. Et le prêtre dont je viens de parler connaît ce fleuve; il en a assez souvent visité les bords pour y discerner les gués et les abîmes, c'est-à-

dire les cas certains et faciles, les endroits profonds, obscurs, les moments où il convient de douter, de consulter, ceux où il doit trancher, décider, expédier promptement les hommes et les affaires.

La voilà donc, la science suffisante du confesseur; en voilà, à mon avis, la notion la plus vraie et la plus exacte : c'est la science du doute. Je ne dirai pas avec M. Pagès, de cette science, qu'elle n'est pas commune dans l'ordre des pasteurs. Je ne la confondrai pas non plus avec l'ignorance, car elle en est très-distincte; elle lui est contraire autant que la science, et, dans le vrai, le doute est une vraie science. Pour douter, il faut connaître les principes, en suivre le fil et les conséquences jusqu'à ce point où ils paraissent se heurter, se choquer; tout cela suppose de la science, des connaissances. On l'a dit souvent et l'expérience le prouve : plus un homme est instruit et éclairé, plus il doute; le demi-savant est tranchant, décidé, affirmatif; quant à l'ignorant, il ne doute de rien.

Sur le fait de cette ignorance, laquelle est, dans la bouche de notre docteur, une sorte d'accusation qu'il semble jeter à tout moment au visage de tous nos prêtres approuvés, je dirai volontiers que dans tous les cas plus ou moins nombreux où elle existe, elle a une autre cause que le vice des études du séminaire; cette cause, c'est le dégoût de l'étude. Quand on a dans le cours de la vie l'oreille frappée de certains traits d'une ignorance vraiment incalculable à la charge d'un prêtre, d'un pasteur employé au saint ministère, on se dit à soi-même : Hé

quoi donc ! ces hommes étaient-ils à ce degré d'ignorance au moment de leur promotion ou de leur installation dans le ministère pastoral ? Et cette pensée vient aussitôt à l'esprit : Eh non, dans cette supposition, le fait de leur ordination serait de la part de leur évêque une faute, une prévarication même dont on ne peut le soupçonner capable sans injure. La vérité est qu'à cette même époque la science de ces hommes était suffisante. Elle a subi l'épreuve des examens ordonnés par les réglemens de l'Eglise ; mais ce fonds de science, de connaissances, faute d'être ranimé par l'étude, s'est éteint, effacé de leur esprit, et il n'en reste plus le moindre vestige. Et voilà la cause de l'ignorance qui les rend dignes de l'interdit, aux termes du droit naturel et divin.

Je dois ajouter, pour compléter cette matière, cette remarque importante, c'est qu'il s'en faut bien que la science, condition de rigueur dans l'exercice du saint ministère, en constitue tout le fonds et la substance. Le grand saint Charles Borromée, dans une instruction admirable adressée aux confesseurs de ce beau diocèse, où il leur trace avec la précision de l'école les qualités essentielles du bon confesseur, en énumère bien d'autres qu'il place à côté de la science ; car voici ses propres paroles : *Ut sint docti, prudentes, sapientes, benè morati et de curâ animarum multum solliciti.*

Ut sint docti. Il n'omet pas la science ; mais vous venez de voir tout cet ensemble de vertus et de

qualités qui doivent l'accompagner et concourir avec elle à la dispensation convenable de ce saint ministère, à la production de cette œuvre divine. *Sapientes, prudentes*, ajoute-t-il. Arrêtons-nous un moment sur ces deux grandes vertus pastorales, et régulatrices du for de la conscience; désirons la science, mais désirons encore plus la prudence à ces hommes investis de la double qualité de directeurs et de médecins des âmes, médecins préposés par Dieu même à la guérison des vices qui sont les grandes maladies de nos âmes, au pansement de leurs plaies, aux crises de leur mort, aux combats violents engagés, au fond des cœurs entre la passion et le devoir, la nature et la grâce.

Nous disons quelquefois au médecin des corps : Demandez à Dieu la science de votre art; elle est immense comme celle de la nature; demandez-lui pour connaître l'innombrable multitude des maladies qui affligent la nature humaine, leurs classes, leurs espèces, qui se perdent dans l'infini, les symptômes qui les manifestent, les causes qui les diversifient, les modifient ou les compliquent; mais demandez-lui surtout la prudence pour discerner cette variété non moins innombrable d'exceptions aux règles de votre art, provoquées sans cesse par les climats, par l'air, ses vents, ses courants, les variations de son atmosphère, et tant d'autres causes dont Dieu seul connaît le nombre. Que sais-je, enfin, et que puis-je vous dire sur le calcul vraiment infini de tant d'accidents où la nature se perd, se cache, se plaît à démentir vos

principes, à confondre vos aphorismes, et à vous abandonner sans boussole, sans règles, aux conjectures de votre raison faible et déroutée, ou plutôt aux conseils de sa divine providence, maîtresse de la vie ou de la mort, et qui en dispose à son gré, selon les vues de son infinie sagesse ? Les maladies de l'âme ne sont pas moins nombreuses que celles du corps, moins compliquées, diversifiées, modifiées par le physique des tempéraments, l'action des passions humaines, leurs formes innombrables, les nuances des caractères non moins variées que celles des traits de la physionomie. Ces maladies ne se montrent pas au dehors par des symptômes visibles, palpables ; mais elles se cachent au fond des cœurs. Le premier qui a comparé le cœur de l'homme à un abîme n'a rien exagéré. Ce sont ces considérations ou autres semblables qui ont mis dans le cœur et dans la bouche du grand pape saint Grégoire cette exclamation si connue : Oh ! qu'il est difficile, le gouvernement des âmes ! c'est l'art des arts. C'est la prudence du confesseur et du pasteur qui a inspiré au saint docteur tant d'avis sages, énoncés au même lieu, et dont voici l'esprit et le fond encore plus que le texte et la parole, et qu'on peut lire dans son *Pastoral*, livre admirable, appelé de ce nom parce qu'il est digne d'être le guide et le manuel de tous les pasteurs :

« Autres sont les avis que le pasteur des âmes » adressera à l'enfant avec qui il balbutie sur les » éléments de la doctrine, au néophyte qu'il pré-

» pare au saint mystère de l'autel ; à l'adolescent
» prêt à faire son entrée dans le monde, au jeune
» homme qui entre dans la carrière de la vie, au
» vieillard qui l'achève et la termine ; au magistrat
» qui gouverne les choses humaines, au prêtre
» préposé sur les choses divines ; au religieux re-
» tiré dans la solitude comme dans un port tran-
» quille, au séculier vivant dans le monde, mer
» plus agitée par les passions humaines que l'Océan
» par ses tempêtes ; au célibataire qui mène ici-
» bas la vie des anges, aux époux engagés sous les
» lois saintes du mariage ; au vieux pécheur lié
» par des habitudes plus dures que le fer, au juste
» nouvellement tombé, aux enfants prodigues éga-
» rés au loin dans la région de l'iniquité ; aux in-
» firmes aux prises avec les anxiétés du scrupule,
» aux fidèles possesseurs de la paix et de la liberté
» des enfants de Dieu ; aux âmes élevées qui pla-
» nent dans les hauteurs de la contemplation, aux
» âmes vulgaires qui ne sortent pas des voies com-
» munes. » Que de prudence ne faut-il pas pour
mesurer, peser, pour ainsi dire, à l'œil tant de cho-
ses si diverses et si capables de faire pencher si
diversement la balance sous la main du juge des
consciences ! Quelle abondante provision de
prudence, de sagesse ne faut-il pas à celui que
son ministère appelle à tirer du trésor de son
cœur cet ancien et ce nouveau dont parle
l'Évangile, c'est-à-dire des choses toujours an-
ciennes, toujours nouvelles, toujours appropriées
à la position, à la situation de ceux à qui il

parle, à leur force, à leur faiblesse, à la mesure de leurs grâces. Combien de docteurs de l'école dont la tête est pleine de faits, de connaissances même réputées bonnes et utiles, mais dont la vue sera souvent plus faible, plus fausse dans le gouvernement des âmes que celle de ce serviteur prudent et intelligent dont parle ici Notre-Seigneur, mais qui est très-peu versé dans les langues savantes et les sciences humaines ! Il est temps de finir ce chapitre, aussi bien trop de chemin nous resterait à faire pour suivre notre adversaire dans tous les espaces imaginaires où il s'égare. Dans cette suite de développements on a vu disparaître le second article de ce chapitre, lequel accuse d'exagération la doctrine de notre docteur sur cette matière, mais le lecteur judicieux et équitable me permettra de le déduire en forme de corollaire de tout ce qui précède.

Chapitre Troisième.

DÉFENSE DE L'ÉPISCOPAT.

Après la science suffisante du prêtre, il plaît à notre docteur de traiter de la science suffisante de

l'évêque, ce qui m'oblige à opposer aux quatre questions qu'il remue en cet endroit les quatre propositions suivantes : 1^o sa théorie sur la science suffisante de l'évêque est, comme la précédente, pleine d'exagération et de fausseté ; 2^o cette science qu'il assure ne se rencontrer aujourd'hui que rarement dans ce corps vénérable y est au contraire si commune, si universelle, que les termes manquent pour exprimer la hardiesse de sa proposition adverse ; 3^o les évêques qu'il estime condamnés à l'ignorance et à l'incapacité par le même vice de la faiblesse de nos écoles ecclésiastiques, ne sont ni moins savants, ni moins zélés pasteurs que ceux d'autrefois ; 4^o rien de plus mal choisi que les noms des prélats qu'il distingue dans notre épiscopat pour en faire le but de ses injures et de ses accusations d'ignorance et d'hérésie.

Avant de commencer cette controverse, je proteste en face de nos prélats que c'est à regret que je m'y vois engagé.

L'épiscopat français n'a aucun besoin de mes apologies ; il se défend assez par son propre poids, par l'éminence d'une si haute dignité. Qu'un professeur disserte à son aise dans le loisir de son école sur la science et les qualités nécessaires à un évêque aux termes des canons et de la discipline de l'Eglise ; qu'il fasse de ses autorités et de ses principes, aux hommes, aux choses, des applications dont l'inconvenance égale la fausseté, l'épiscopat ne se sent pas blessé par de pareils discours, il peut n'y opposer que le silence et le

mépris. Toutefois, j'ai cru ne pas devoir les laisser passer sans un mot de réclamation, pour les raisons que j'ai déjà touchées plus haut. On est fâché de voir un vieux professeur, un vétéran dans le sacerdoce, oublier que les évêques, alors même qu'ils auraient été nos élèves dans le cours de leur éducation, deviennent, par la grâce et le caractère de leur ordination, nos pères dans l'ordre de la religion et nos maîtres par le titre de leur mission.

Article 1.

La théorie de notre docteur sur la science suffisante de l'évêque convaincue d'exagération.

Il n'est pas vrai que la science suffisante d'un évêque soit celle d'un docteur. L'évêque est pasteur. Or, nous l'avons dit, et la chose est incontestable après le témoignage de saint Paul : autre est la science du pasteur, autre celle du docteur. Toujours l'Eglise verra assises sur la chaire de l'épiscopat la science des docteurs et la vertu des saints ; mais ici nous pouvons appliquer ce principe de l'école : la perfection et l'héroïsme de la vertu sont le partage de la communauté, et non le devoir et le précepte imposé à l'individu. Je le sais, toujours l'Eglise possédera des évêques doctes ou docteurs, héritiers de la science et de la doctrine des Athanase et des Ambroise, de l'érudition des Huet et des Duperron, de la sainteté des Borromée et des François de Sales ;

mais ces hommes ne sont appelés grands que parce qu'ils sortent de la foule et se placent dans un ordre à part. La science nécessaire à un évêque, et qu'on peut appeler une exigence de ce poste éminent, aux termes du concile de Trente et des canons de l'Eglise, cette science s'élève au-dessus du commun des pasteurs, mais elle peut se tenir à une grande distance du docteur qui parle au nom de l'Eglise, et qui défend ses décrets et ses décisions dans de savants ouvrages. Ce pasteur connaît les principes de la morale; il en a fait une étude sérieuse et approfondie pendant et après le séminaire; il en connaît la pratique, et j'appelle pour lui la pratique de cette science l'habitude de résoudre les cas de conscience dans son cabinet ou dans son conseil d'administration, habitude vraiment supplémentaire à l'expérience du ministère pastoral, par la nécessité où elle met le casuiste de s'identifier avec le pasteur, avec les cas les plus embarrassants de son ministère; car enfin un consultant, pour être clair dans son exposé, doit montrer son espèce, en indiquer les diverses faces et en laisser apercevoir les nuances les plus délicates, et force sera alors au docteur interrogé de se confondre avec lui et de se mettre à sa place.

Ce premier pasteur n'est pas étranger à la science du droit canonique; la triture des affaires, sa correspondance ministérielle l'ont mis au fait des formes et des procédures, des ordonnances et des lois de ce droit nouveau qui régit les églises et les

paroisses dans leur rapport avec le pouvoir civil ; il est sage, il est prudent ; il connaît le monde, les hommes, les affaires ; il a le discernement des esprits, le tact des convenances ; il manie les caractères avec habileté, il ne cherche pas à heurter les passions, il ne les aborde jamais qu'avec peine ; rarement il les pousse jusqu'à leurs dernières extrémités ; il prévient les éclats et en regarde les explosions comme la plus fâcheuse des nécessités. Sa langue ne dit que ce qu'elle veut, et sa discrétion est admirable dans ses rapports avec la puissance séculière. Oh ! que cette science du docteur de l'école est petite au prix de la prudence de cet évêque ! Avec la mesure de science que nous venons de lui accorder, ce chef de l'Eglise saura diriger, conduire les docteurs, les redresser dans leurs écarts, leur apprendre une foule de choses que la théorie ne révèle pas, s'approprier leur science, leur assigner la tâche qui leur convient, les appliquer aux œuvres dont ils sont capables, les faire servir comme moyens aux fins de cette administration dont il tient le fil et fait mouvoir les premiers ressorts. Désirons qu'un évêque soit le premier de son diocèse par la sagesse ; et après cela, ne nous alarmons pas de lui voir céder à bien d'autres le pas et la prééminence de la science. C'est dans ce poste éminent que se vérifie l'histoire ou la fable de cette élection, où le chef de la communauté fut ainsi choisi par acclamation : *Doctus est, doceat nos ; sanctus est, oret pro nobis ; sapiens est, regat nos*. On ne gouverne ni les

Etats ni les Eglises avec de la science et de l'érudition, mais avec ce bon sens exquis qui est comme la fleur de la raison, cette élévation, cette fermeté de caractère, qualités où je crois voir le fond sur lequel viennent s'asseoir volontiers l'héroïsme de la vertu sociale et de la magnanimité chrétienne. Henri IV et Louis XIV étaient, à peu de chose près, de vrais ignorants; saint Charles Borromée, saint Vincent de Paul n'étaient rien moins que des érudits et des savants distingués : *sapiens est, regat nos*, c'est au sage à nous gouverner.

Or, cette science telle que je viens de la définir, telle qu'elle est exigée des évêques par les canons de l'Eglise, est aujourd'hui commune parmi eux; et il y a plus que de la témérité dans un simple prêtre de faire de la proposition contraire la matière d'un doute et d'un problème. Voilà la solution de l'article 2.

Article 3.

Ces prétendus évêques incapables ne le cèdent en rien à nos prélats les plus distingués de l'ancien régime, ce que je remarque à cause de la prédilection de notre docteur pour les parallèles entre les hommes et les choses de l'ancienne et de la nouvelle France.

Je le sais, nos anciens évêques ont été, en 1790, la colonne et le soutien de la foi, et sans la glo-

rieuse confession qu'ils en ont faite, cette lumière se serait peut-être éteinte parmi nous, et ce divin chandelier aurait changé de place; mais je dirai ici volontiers à notre docteur : Pour être équitable envers l'ancien épiscopat, votre œil doit-il être louche et méchant envers le nouveau? Nos anciens prélats étaient-ils plus versés dans la science divine, plus résidents au milieu de leur troupeau, plus assidus à le visiter, à le consoler, à l'édifier par l'exemple d'une vie sainte et irréprochable?

Pourquoi nous mener sur un terrain si incommode et nous imposer une si désagréable comparaison? Mais, puisque nous y voilà forcés, tâchons de prévenir dans notre jugement celui de la postérité, car l'ancien épiscopat y est déjà entré depuis quarante ou cinquante ans qu'il a cessé d'exister ou de régner. L'équitable et inflexible histoire en est l'organe, et il vient un moment où tous les morts comparaissent à son tribunal, sans distinction de rang et de condition; elle accordera aux prélats dont je parle la gravité et la décence des mœurs, et tout ce que l'honneur français pouvait offrir de plus loyal et de plus généreux parmi les nobles et les grands de l'ancienne France. Elle les vengera contre les calomnies des beaux esprits philosophes de cette époque. Toutefois, elle ne pourra s'empêcher d'attribuer aux évêques de la nouvelle France la supériorité qui fait le prêtre pieux et le pasteur modèle, une vie plus exemplaire, plus assidue à ces œuvres caractéristiques de la piété sacerdotale, dont le saint autel et la

méditation journalière de la loi de Dieu sont le centre, la source, le soutien et la force.

Me voici arrivé à mon triste parallèle; mais avant de le commencer, je crois devoir faire, en présence des contradicteurs qu'il pourra rencontrer, la déclaration suivante : Ma pensée n'est pas d'appliquer les détails qu'il renferme à tous les individus de cet antique corps, dont toutes les générations raconteront le courage et la généreuse confession de la foi ; mais si j'affirme que plusieurs d'entre eux auraient pu s'y reconnaître, les vieillards, contemporains comme moi de l'ancienne France, ne me démentiront pas.

Nos évêques connaissent à présent leur position, ils savent jusqu'où les engage la représentation de leur place; celle de l'ancien épiscopat était en général beaucoup plus simple et plus facile : il ne s'agissait en quelque sorte, pour eux, que de s'asseoir sur la chaire, de s'y tenir avec dignité, d'y avoir à la bouche quelques-uns de ces mots gracieux, de ces formules honnêtes qu'une bonne éducation faisait alors abonder facilement sur les lèvres des grands. Le sacerdoce vulgaire abordait difficilement leurs personnes.

Sur les avenues de leur trône épiscopal on rencontrait deux ou trois grands vicaires appelés travailleurs, par opposition à ceux qui ne travaillaient pas, et pour qui le grand vicariat n'était qu'un titre pour demander avec plus de bienséance les riches bénéfices à nomination royale ; c'est pourquoi les plaisants appelaient cet office un croc dans leurs

maines pour tirer à eux une pension sur les économes, en attendant une abbaye en commende ou un prieuré royal. C'est avec les vicaires travailleurs que le clergé du second ordre négociait ses affaires. Quant au prélat lui-même, une audience dans son cabinet, une invitation à sa table, quelques paroles honnêtes : c'était là, de sa part, assez d'honneur pour distinguer entre eux les notabilités de l'ordre de MM. les curés, et on ne s'en plaignait pas ; mais aujourd'hui tout est bien changé, et les temps et les hommes. Point d'ecclésiastique qui ne veuille correspondre avec son évêque ; les lettres qui encombrant sa table le tiennent autant qu'un homme de bureau attaché à son cabinet, et dans le cours de ses visites pastorales on veut traiter avec lui seul à seul : la présence de son grand vicaire serait à charge. Là il faut résoudre toutes les difficultés avec toutes les instances, et si on est armé à la légère, on laisse bientôt apercevoir le défaut de la cuirasse, et l'observateur judicieux, en parcourant nos provinces, est souvent réjoui d'entendre sur le compte du prélat ces discours dont le contraste est frappant avec l'acrimonie de M. Pagès : *L'évêque serait encore notre supérieur par le mérite s'il était par sa place notre égal.*

Notre docteur choisit bien mal son temps pour dénigrer l'épiscopat. On ne citerait pas dans notre histoire ecclésiastique une seule époque où une église ait offert le spectacle d'une plus grande réunion de pasteurs éminemment

dignes de ce nom, et assis sur la chaire épiscopale; je n'en excepte pas même celle où le saint pape Benoît XIV comparait l'Eglise de France à l'Eglise d'Afrique, dans ce beau temps où le grand Augustin y assemblait de si nombreux conciles, et où la sainteté de ces évêques était à ce degré, que tous offraient de descendre de leur siège et d'y installer à leur place les évêques donatistes, s'il ne tenait qu'à cet acte de dévouement de leur part que la paix fût rendue à l'Eglise. Faisons entendre ici, en l'honneur de notre épiscopat, un suffrage après lequel il se consolera sans peine, si M. Pagès continue à lui refuser le sien; c'est le ministre du roi, qui, au milieu de nos Chambres, estime devoir rendre à nos évêques cet honorable et équitable témoignage :

« Je le dis sans hésiter, en remontant à l'origine
» de la monarchie, et en la suivant de siècle en
» siècle, je ne crois pas que l'on rencontre une épo-
» que où l'épiscopat français ait été plus digne de la
» confiance et de la vénération des peuples. On trouve
» jusqu'au milieu des siècles barbares des pontifes
» éminents en science comme en piété; on trouve
» surtout au siècle de Louis XIV, ce siècle véritable-
» ment modèle, et que probablement la France est
» destinée à ne plus revoir, des prélats unissant à la
» plus haute vertu le savoir et le génie, les Bos-
» suet, les Fénelon. Mais où trouver un épiscopat
» tout entier dont les membres aient été plus véri-
» tablement pasteurs que nos évêques, plus dé-
» voués au bien de leur troupeau, plus assidus à



» le visiter pour le consoler et l'instruire, plus dés-
» intéressés, plus accessibles à tous, animés d'un
» zèle plus sage, plus éclairé, plus compatissant ?
» Non, Messieurs, je ne crois pas qu'aucune autre
» époque de notre histoire, je dirai même que les
» annales d'aucune autre nation aient présenté
» quatre-vingts pontifes à la fois plus irréprocha-
» bles, plus faits pour mériter l'estime et le respect
» des fidèles. Je ne m'étonne pas après cela que
» les évêques, en parcourant leurs diocèses et en
» se présentant au peuple des campagnes comme
» des cités, reçoivent des honneurs extraordinaires.
» Comment ces populations n'iraient-elles pas se
» précipiter devant ces hommes que la foi leur ap-
» prend à révéler comme des envoyés de Dieu, et
» qui effectivement en sont l'image à leurs yeux,
» en leur apparaissant comme des anges de paix
» et de charité ? Aussi a-t-on vu plus d'une fois des
» mères de la communion protestante leur présen-
» ter leurs enfants à bénir. Au lieu de porter envie
» à ces éclatants hommages, il faut plutôt s'en ré-
» jouir, parce qu'ils font à la fois l'éloge et du peu-
» ple qui les rend et du pontife qui les reçoit. »

Ainsi parlait Monseigneur l'évêque d'Hermopolis, en sa qualité de ministre du roi, devant nos Chambres assemblées.

Chapitre Quatrième.

DÉFENSE DES PRÉLATS ET DES PRÊTRES
DÉSIGNÉS NOMINATIVEMENT PAR LE DOCTEUR PAGES.

Non content de ce prolix manifeste contre l'épiscopat tout entier de notre France, où il est dénoncé comme ignorant, incapable, à l'Eglise universelle, notre docteur prend plusieurs d'entre eux à partie pour leur porter de plus rudes coups; et certes il est bien malheureux dans le choix qu'il en fait : ces prélats sont messeigneurs de Belley, du Mans, de Rennes, de Rodez, d'Annecy. J'ai promis un mot sur chacun d'eux, et cette tâche est facile et agréable à remplir.

Monseigneur de Belley répand dans son diocèse *une opinion erronée, condamnée nommément et expressément par le saint Siège* (page 395). On ne lui épargne pas le reproche d'ignorance; *elle est chez lui d'autant plus coupable, qu'elle n'est pas exempte d'orgueil.* Il s'avise de donner des instructions à son clergé sur une question dont il ignore les premiers fondements. Enfin, ses accusations

sont si arrêtées dans son esprit, qu'il en fait la matière d'une thèse; car je lis ces paroles dans son prospectus : *Opposition de messeigneurs de Belley et du Mans, et des règles de conduite qu'ils tracent à leur clergé, avec les décrets des conciles œcuméniques.*

Voyez si tout cela est sérieux. Des hérésies (car en voilà la notion la plus exacte que l'on connaisse, *l'opposition manifeste d'une doctrine avec les décrets des conciles œcuméniques*)! des hérésies transmises comme de règles de conduite par le premier pasteur, l'apostasie de la foi commandée par lui comme un devoir, une obligation; ajoutez à tout cela, dans un prélat si coupable, une ignorance orgueilleuse, des questions qu'on enseigne comme des règles sans en connaître les premiers fondements; et ces hommes sont les mêmes dont la France entière loue la piété et les savants ouvrages : l'un est auteur d'un Rituel que les diocésains comme les étrangers lisent avec fruit comme une sorte de livre classique; un autre ouvrage qu'on lui attribue parle en faveur de la profondeur de ses connaissances dans la discipline ecclésiastique; les titres du second sont d'un ordre sous un certain rapport plus élevé, c'est une Somme de théologie devenue classique dans un grand nombre de séminaires. Comment M. Pagès ne craint-il pas que ses airs de hauteur n'inspirent à quelqu'un de le peser dans la balance avec ces habiles théologiens, et de publier que dans cette appréciation il a été trouvé léger? Et si quelque autre, avec

plus d'humeur encore, tenait ce propos : Mais, enfin, qu'est-ce que M. Pagès ? quelle est sa vogue, sa réputation, ses titres à l'estime publique, pour s'arroger une sorte de dictature théologique et dispenser du haut de son trône la louange et le blâme à son gré ? Je n'en serais pas surpris.

Nous avons de lui, pourrait-il dire encore, une dissertation sur l'usure, où il a mis en français les autorités et les raisons écrites en latin dans nos théologies élémentaires. Avec une production semblable, sur une matière rebattue, épuisée, et sur laquelle il n'y a rien de neuf à dire, est-il autorisé à faire tant de bruit et à traiter en disciples ceux qui ont le droit d'être appelés ses maîtres ?

Monseigneur de Rodez est bien honorable, bien estimable. Tous les ans il publie des mandements où l'on oublie les grâces et la beauté du style pour ne s'occuper que de la solidité des pensées et de la doctrine ; mais il a deux grands torts : 1° il adhère aux dernières décisions de Rome sur l'usure ; 2° il est né en l'année 1791, année que M. Pagès et autres astronomes ou astrologues estiment fatale.

Quant à monseigneur de Rennes, ce n'est pas l'ignorance, c'est l'astuce et la duplicité qu'on lui reproche. *Il tend des pièges au tribunal du Saint-Office pour en obtenir une réponse favorable à l'hérésie dont il s'est constitué le patron* (page 438).

Mais, diront ici les amis du prélat, si tant de vertu et de piété n'était pas capable de désarmer notre censeur, est-ce bien le mensonge et la du-

plicité qu'il fallait reprocher à une âme si belle et si candide?

Monseigneur Rey, évêque d'Annecy, paraissez : voici ce dont on vous accuse : *Vous faites enseigner l'hérésie dans votre séminaire; mais en outre, afin d'étendre les bienfaits de l'Eglise de Calvin à toutes les parties de l'Eglise catholique, vous favorisez la publication des écrits qui lui sont favorables. A votre mort vous reconnaîtrez que par cette contagieuse publication vous avez contribué à la damnation de plus de prêtres dans l'Eglise de France que n'en ont converti les excellents discours de vos retraites pastorales.*

Je le sais, et je puis l'attester au public, cette rude semonce n'a pas ému la sensibilité de ce prélat à l'égal d'une chiquenaude. Cependant, comment notre censeur ne s'aperçoit-il pas qu'il contriste profondément par ce discours deux grandes et illustres Eglises? L'Eglise de France! elle a pleuré aux discours de monseigneur d'Annecy, et, dans ses diptiques sacrées, elle lui a assigné une place élevée au-dessus des docteurs en l'inscrivant parmi ses apôtres. Quant à l'Eglise de Savoie, elle a peine à contenir son indignation de voir un si digne successeur de saint François de Sales accusé d'être fauteur et propagateur de la doctrine calvinienne¹.

¹ Si jamais monseigneur Rey tombe en paralysie, pour le réveiller d'un sommeil léthargique, au lieu de lui mettre les fers chauds aux pieds, je conseille à son médecin de le traiter comme le saint prédécesseur saint François de Sales, de frapper son oreille de ce mot : Ne seriez-

Pour nous, missionnaires ecclésiastiques, qui nous efforçons de marcher sur les traces de cet évêque, et qui demandons à Dieu avec instance une participation aux dons qu'il lui a si abondamment communiqués de remuer profondément un auditoire de prêtres et de lui faire verser des larmes, nous nous sentons blessés en la personne de notre ami, de notre chef, de notre modèle.

Après cela, ce docteur, *qui s'en prend à tout le monde*, attaque personnellement des prêtres, pasteurs et recteurs de plusieurs paroisses de Lyon, un séculier généralement estimé dans cette cité, et connu par des travaux utiles sur l'Écriture sainte. Je n'ai pas l'honneur de connaître ces messieurs, mais ils le sont avantageusement du public; je me contente de dire ici à ce docteur : Quand il serait aussi vrai qu'il est évidemment faux que ces hommes ont failli dans la doctrine, en quoi sont-ils vos justiciables ? quelle qualité avez-vous pour prononcer contre eux des censures théologiques et les dénoncer au public comme entachés des notes d'erreur ou d'hérésie ? On ne saurait contrevenir plus formellement aux règlements du saint Siège. Sans doute que ce docteur ne conteste pas au souverain de l'Eglise le droit de régler en quelque sorte la police des disputes théologiques, les lois de modération et de retenue que les théologiens doivent y garder ; je les mettrai sous les yeux du lecteur à la fin de cet écrit.

vous pas, par malheur, un fauteur ou propagateur de la doctrine de Calvin ?

Chapitre Cinquième.

APOLOGIE DU SAINT-OFFICE.

Notre censeur s'en prend, disions-nous encore, au tribunal du Saint-Office. Reprenons haleine pour défendre un client si haut placé dans l'Eglise. Ici je crois pouvoir réduire la discussion à ces trois chefs : 1° quel est le véritable sens des réponses faites par ce tribunal aux consultations des prélats français ? 2° quelle autorité faut-il attribuer à ces mêmes décisions ? 3° quelle est la valeur des réponses qu'on leur a faites ?

Article 1.

Quel est le sens des réponses faites par le Saint-Office aux consultations des prélats français ?

Pour bien comprendre le sens de ces réponses, il faut bien se pénétrer de celui des demandes ou consultations auxquelles elles se rapportent.

On n'interroge point la congrégation sur la légitimité du prêt à intérêt. Tout le monde convient qu'il y a une usure réprouvée par le droit naturel et

divin, ou tout au moins par ce droit positif écrit dans la loi de Dieu, et qui lie sans contestation tous les chrétiens ; mais on conteste la légitimité de plusieurs titres mêlés et ajoutés au prêt. Deux de ces contrats sont ici surtout l'objet d'un ardent litige ; l'un est appelé par ses défenseurs contrat de commerce. Ses adversaires, qui nient sa réalité et sa distinction du simple prêt, en contestent par cela seul la légitimité. Le second est appelé titre légal ; celui-ci est vraiment distingué du simple prêt, mais réprouvé par la partie adverse comme contraire à la loi de Dieu ; il est appelé légal, parce qu'il s'appuie sur la loi du prince, laquelle, selon ses partisans, vaut titre et tire sa valeur du haut domaine du prince. Expliquons plus nettement le point précis de la question. Les consultants en général n'interrogent pas sur la légitimité de ces deux titres ; car, sur ce point, presque tous ont un sentiment arrêté, une conscience toute formée : ils les tiennent pour faux et illégitimes ; mais ils interrogent sur la note et la qualification qu'il convient de leur donner, et par contre-coup sur la conduite à tenir par les confesseurs envers qui les admet et les pratique. Le sentiment favorable à ces deux contrats, est-ce une erreur ou une hérésie formellement réprouvée par l'encyclique de Benoît XIV, règle de foi en cette matière, disent les consultants, ou bien est-ce une opinion fausse, mais tolérée, comme tant d'autres, sur lesquelles l'Eglise souffre la libre dispute de l'école et de ses théologiens, sauf leur soumission au jugement de

l'Eglise qui pourra intervenir sur la matière?

Selon le premier sentiment, un confesseur exact devrait troubler, inquiéter les défenseurs de la théorie et de la pratique de ces contrats, c'est-à-dire leur refuser l'absolution et la participation aux sacrements de l'Eglise, et leur imposer l'obligation de la restitution. D'après le second sentiment, on ne doit pas les inquiéter, mais les absoudre, et leur accorder comme au possesseur de bonne foi les fruits de la chose, au moyen d'une promesse faite par eux d'une soumission pleine et entière au jugement de l'Eglise. Par où l'on voit que ces deux points en litige doivent en amener un troisième, savoir : le degré d'autorité qu'il faut accorder à l'encyclique de Benoît XIV : 1° Est-elle une bulle dogmatique, règle de foi dans l'Eglise? 2° Ce fait dogmatique est-il assez certain pour qu'on doive tenir pour des hérétiques ou pécheurs publics indignes des sacrements ceux qui lui refusent ce degré d'autorité? 3° Son application à la question présente a-t-elle ce degré d'évidence qu'on ne peut méconnaître avec bonne foi? De là trois doutes sur lesquels on consulte le Saint-Office : 1° Doit-on traiter comme pécheurs publics, ou possesseurs de mauvaise foi et indignes d'absolution dans le sacrement de pénitence, les défenseurs en théorie et en pratique de la légitimité du prêt du commerce? 2° Même doute sur la conduite que doit tenir le confesseur à l'égard des défenseurs du titre légal. 3° Quelle autorité doit-on accorder dans l'Eglise à l'encyclique de Benoît XIV, et les défen-

seurs des deux contrats précédents, qui croient pouvoir l'expliquer ou la tirer à eux, ont-ils dans ce sentiment ce degré de mauvaise foi qui constitue le crime d'hérésie et qui autorise le confesseur à leur refuser l'absolution dans le sacrement de pénitence?

Le Saint-Office a rendu, sur ces trois doutes soumis à son tribunal, jusqu'à dix-sept réponses adressées à des prélats, des prêtres, des administrateurs de diocèse, des chapitres, des laïques même. Lisez-les avec attention, vous les rapporterez facilement à quelqu'un de ces trois chefs. Monseigneur de Rennes est le consulteur ou le consultant sur la légitimité du prêt de commerce; la consultation relative au titre légal appartient à un prêtre, directeur du séminaire de Lyon; l'un et l'autre sont très-clairs dans leurs exposés.

Mais qu'est-ce que le prêt de commerce? qu'est-ce que le titre légal? voilà ce qu'il importe maintenant d'expliquer avant que d'aller plus loin, pour marcher à la clarté du jour. Le prêt appelé de commerce est celui où l'intérêt est perçu d'un argent baillé à un négociant ou à un preneur que l'on sait n'emprunter que pour négocier, gagner et s'enrichir. Le système favorable à la légitimité de ce titre a pour auteur M. Laforest, curé respectable, dont la mémoire n'est pas encore perdue à Lyon parmi les membres de cette cité qui ont vécu dans l'ancienne France. Dans un ouvrage que nous avons encore, ce pasteur, habile écrivain, distingue deux sortes d'emprunts, l'un de consommation et

l'autre d'accroissement. L'intérêt perçu par le prêteur dans le premier cas est usuraire; celui qui se tire du second ne l'est pas. Vous exigez un excédant au-dessus de la chose prêtée pour un argent ou pour une denrée que vous savez ne vous être demandée que pour être consommée et détruite par l'usage que va en faire l'indigent qui emprunte. Quel titre avez-vous à ce bénéfice que vous percevez au-dessus du capital? Ce n'est pas une indemnité due à raison de la perte que vous souffrez, du gain dont vous vous privez, des fruits ou des usages de la chose; le preneur ne vous la demandant que pour ses besoins de la vie, pour la consommer et la détruire par l'usage. Quel titre pouvez-vous alléguer à cet excédant exigé en sus du capital, sinon le service rendu au preneur? service qui ne vous est pas plus onéreux que celui du chemin indiqué au voyageur, de la chandelle allumée au voisin, et dont vous exigeriez le paiement dans le cas où ce même office leur vaudrait un gain de fortune ou le salut de la vie. Or, on conçoit, continue-t-on, que la loi de l'Evangile ait pu faire de la gratuité d'un tel service entre frères une loi de charité ou de justice. Mais dans le prêt fait à un commerçant qui s'enrichit dans le négoce, le capital subsiste, il fructifie dans ses mains, l'argent n'étant pas moins productif des bénéfices du commerce; sous la main du négociant, que la terre de ses fruits sous celle du laboureur; et le bailleur du fonds sur lequel travaille l'industrie du commerce, n'a pas moins de droit à une part aux

fruits qui en naissent, que le propriétaire à ceux de la terre fructifiante par les travaux de l'agriculture. Tel est le contrat de commerce, contrat inclus, inhérent par la force des choses dans tout prêt où le preneur emprunte dans des vues d'accroissement ou de négoce; contrat innomé, si l'on veut, mais qui, pour n'être pas mentionné dans le droit au titre des contrats, n'en est pas moins réel, véritable et conforme à la justice.

D'où il suit, continue cet auteur, qu'on ne saurait reprocher à ce prêteur de tirer l'intérêt du prêt essentiellement gratuit par le droit naturel ou divin, puisqu'il allègue en sa faveur un contrat qui lui est surajouté et qui en est distingué.

Le titre légal est dans la même espèce, au sens de ces défenseurs; il implique, selon eux, un autre contrat surajouté au prêt; c'est le bénéfice accordé par le prince à ceux qui livrent leurs capitaux au commerce, bénéfice qu'il leur accorde par un légitime usage de son haut domaine sur les propriétés, prérogative du souverain qui l'autorise pour le bien de l'Etat à créer des titres de propriété. La prescription en fournit un exemple sensible, car elle transporte par la seule volonté du prince un droit à la propriété de la chose possédée pendant trente ans; droit qui ne se justifie pas par lui-même et qui a grand besoin de cet appui pour se concilier avec l'équité naturelle.

Après cet exposé, continuons notre marche. Quoi de plus clair, ce me semble, que la consultation de monseigneur de Rennes, relative au prêt de

commerce, et celle du prêtre, directeur du séminaire de Lyon, afférente au titre légal ?

« De fâcheux différends, expose monseigneur de
» Rennes, divisent les confesseurs de mon diocèse,
» au sujet de l'intérêt perçu de l'argent prêté à un
» négociant, qui l'emploie à des spéculations com-
» merciales où il s'enrichit. Les uns condamnent
» ce bénéfice, les autres le tolèrent. Les premiers
» accordent l'absolution à ceux qui le pratiquent ;
» chacune des deux parties soutient son sentiment
» avec chaleur. De là, des rixes, des querelles, des
» refus de sacrements faits avec éclat, et des pertes
» immenses pour le bien des âmes. Plusieurs con-
» fesseurs croient pouvoir, dans l'intérêt du salut
» des âmes, adopter une pratique qui tienne le mi-
» lieu entre la sévérité des premiers et le relâche-
» ment des seconds. Ils exhortent les auteurs et les
» défenseurs de ces contrats à y renoncer ; mais,
» sur cette réponse que leur font les pénitents, *que*
» *le saint Siège, informé de ce contrat et interrogé sur*
» *sa légitimité, ne l'a jamais condamné et qu'ils pen-*
» *sent pouvoir le continuer*, ils exigent d'eux une
» simple promesse de se soumettre à la décision
» qui pourra intervenir sur ce point. Dans ce cas,
» bien que convaincus de la plus grande probabi-
» lité du sentiment contraire, ils cessent de les in-
» quiéter par un refus d'absolution ; et quand ils
» rencontrent des pénitents entachés de cette pra-
» tique qui s'y réfèrent avec assez de bonne foi,
» pour ne pas en faire matière de leur accusation en
» confession, ils s'abstiennent de les interroger ; et

» s'ils les soupçonnent mal disposés à profiter de
» leurs conseils, ils les absolvent encore et ne les
» inquiètent pas. »

Après cet exposé le prélat demande deux choses :
1° peut-il approuver la pratique de ces confesseurs?
2° peut-il exhorter les confesseurs plus rigides qui
proscrivent ce contrat, sous peine de refus de sa-
crements, à se conformer à la conduite mitigée des
premiers?

On lui répond : Ne les inquiétez pas : *Non sunt inquietandi*, c'est-à-dire tolérez leur pratique, n'en faites pas la matière d'un refus d'absolution, ni à eux, ni à leurs pénitents.

Sur la seconde interrogation, on répond : La solution du premier doute emporte celle du second : *Ad secundum provisum in primo*, c'est-à-dire leur pratique, étant licite et sage, doit être conseillée aux confesseurs plus rigides.

Quoi de plus clair que la demande, de plus coulant et de plus facile à comprendre que la réponse?

L'interrogation du professeur de Lyon n'est pas moins claire; car il s'attache davantage à l'expliquer; il la répète jusqu'à deux fois; il présente sa pratique moins comme un doute sur lequel il interroge que comme un parti pris qu'il motive. La décision de Benoît XIV, dit-il, est « claire et évidente pour tout homme de bonne foi; cependant » il est des prêtres qui estiment pouvoir retirer » 5 pour 0/0 en vertu de la loi du prince, sans » autre titre que la loi, laquelle, par la volonté du

» prince, transporte légitimement le domaine,
» comme dans le cas si connu de la prescription,
» anéantissant par une telle conduite la loi divine;
» c'est pourquoi le soussigné, s'appuyant sur la
» bulle de Benoît XIV, refuse l'absolution à tous
» les prêtres défenseurs de la légitimité de ce ti-
» tre. » Sur ce, il demande s'il peut, en conscience,
refuser l'absolution et s'il le doit.

On lui répond : *Sacra Pœnitentiaria diligenter ac maturè respondendum censuit presbyteros de quibus agitur, non esse inquietandos quousque sancta Sedes definitivam decisionem emiserit cui parati sint se subdicere, idèdque nihil obstarè eorum absolutioni in sacramento pœnitentiæ*; c'est-à-dire ne les inquiétez pas au sujet de la théorie ou de la pratique de ce contrat jusqu'à une nouvelle décision du saint Siège, et s'ils promettent de s'y soumettre, rien ne s'oppose à leur absolution dans le sacrement de pénitence. Rome, 11 septembre 1830.

Le même théologien, pour mettre sa pensée dans un plus grand jour, reproduit la même consultation sous une autre forme. « Par votre précédente » réponse du 11 septembre 1830, je comprends que, » selon votre pensée, on peut absoudre les prêtres » et les fidèles, nonobstant leur opinion et la pratique favorable au 5 pour 0/0 perçu en vertu du » seul titre de la loi, et séparé de tous les autres titres communément reçus parmi les théologiens, » et j'acquiesce humblement à cette décision; néanmoins, sauf le respect dû à la sacrée Pénitencerie, » consultation faite des plus graves auteurs qui ont

» écrit sur la même matière, et considérant sur ce
» point la pratique *de presque tous les séminaires de*
» *France*, j'estime que le sentiment contraire au
» titre légal est beaucoup plus probable et plus
» sûr, et le seul admissible dans la pratique jusqu'à
» la définition ultérieure du saint Siège. C'est pour-
» quoi, consulté sur ce point, je décide qu'on doit
» refuser l'absolution à tous ceux qui n'allèguent
» d'autre titre que celui-là à l'intérêt perçu, et qu'ils
» ne justifient par aucun contrat qui en soit dis-
» tingué et approuvé par les théologiens; je la re-
» fuse en outre quand ils persistent à ne vouloir
» pas restituer les intérêts perçus en vertu de ce
» titre unique. »

Sur ce, il demande deux choses : 1° Sa pratique envers ces mêmes fidèles est-elle trop dure et trop sévère? 2° Quelle conduite doit-il tenir envers les fidèles dans des cas semblables?

On lui répond : *Ad primum, affirmativè quandoquidem ex dato ex sacra Pœnitentiariâ responso liquet fideles hujusmodi qui bonâ fide ità se gerunt, non esse inquietandos*; c'est-à-dire, nul doute qu'il faille les absoudre, et vous deviez comprendre, d'après la précédente réponse de la Pénitencerie, que ces fidèles, adhérant avec bonne foi à cette pratique, ne devaient pas être inquiétés.

Ad secundum, provisum in primo, undè orator priori sacrae Pœnitentiariæ responso, sub die 16 septembris 1830, sese in praxi conformare studeat; c'est-à-dire la solution du premier doute vous dit assez que, dans ce cas, votre pratique à l'égard de

ces fidèles est trop dure et trop sévère; c'est pourquoi ayez à vous conformer à la première réponse de la sacrée Pénitencerie. Rome, 11 novembre 1831.

Ces deux consultations, comme je l'ai déjà fait observer, en amènent une troisième : c'est le degré d'autorité, et tout à la fois celui de la soumission qu'il convient d'accorder à l'encyclique de Benoît XIV. Les premiers, estimant la doctrine sévère sur ce point comme un dogme, sont amenés, par la suite de ce sentiment, à décorer cette bulle du titre de règle de foi. Sans cela, la rigide pratique de leur refus d'absolution en pareil cas demeurerait sans fondement.

Après tous ces développements, le sens des réponses précédentes de la Pénitencerie est manifeste. Ce mot si précis, si concis, *non sunt inquietandi*, ne les inquiétez pas, peut se traduire de cette manière : Ne les inquiétez pas, ne les traitez pas comme des possesseurs de mauvaise foi, comme des pécheurs publics convaincus de notoriété de fait du crime d'hérésie, ne leur refusez pas l'absolution pour le seul fait de la conviction où ils sont que ces deux contrats, appuyés sur le titre du commerce ou de la loi, sont légitimes, et qu'ils pensent pouvoir les réduire en pratique. Leur sentiment peut être faux ; mais ce n'est ni une erreur, ni une hérésie, ni une doctrine censurée ; c'est à l'Eglise romaine à discerner les dogmes des opinions ; elle range la légitimité de ces contrats, et la dispute nouvellement élevée à leur sujet,

parmi ces questions théologiques dont on dispute dans les écoles, sans préjudice de l'unité de la foi, en attendant une décision ultérieure de l'Eglise. L'affirmative et la négative en pareil cas sont, aux yeux du saint Siège, des opinions indifférentes qui ne donnent lieu à aucune note caractéristique de la mauvaise doctrine dans la dispute des questions théologiques, ni au refus d'absolution dans le tribunal de la pénitence : raisonnez de ce débat comme d'une foule innombrable de discussions que vous rencontrez à chaque pas dans les livres de dogme ou de morale, et où vous voyez Molina et Suarez d'un côté, saint Thomas et son école de l'autre. Le saint Siège ne décide rien sur le fond de la question, la doctrine sévère peut être la plus probable, la plus vraisemblable; on ne vous défend pas d'y attacher le degré de certitude que vous voudrez, pourvu que vous n'en fassiez pas un dogme, un article de foi, jusqu'à une définition ultérieure de l'Eglise; et si vous estimez votre sentiment jugé, défini, passé en dogme par la force de l'encyclique de Benoît XIV, votre prétention est une erreur.

Quant à vous, défenseurs de la doctrine mitigée sur l'usure, n'allez pas croire que votre sentiment est proclamé comme vrai dans le fond par les décisions du Saint-Office, et vous autoriser de ces réponses pour le prêcher dans vos prônes, vos sermons ou vos catéchismes, où l'on doit se taire sur les opinions et n'enseigner que le dogme : *In*

necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas.

D'où je conclus que ces réponses ne décident qu'une seule chose, c'est la qualification de la doctrine en litige, c'est une opinion et non pas un dogme. Premier point décidé. L'intention de ce tribunal et de l'Eglise romaine parlant par son organe, c'est de tracer aux confesseurs la règle de leur pratique en matière d'usure, en prononçant que la théorie et la pratique favorables au double contrat appuyés sur le commerce ou sur la loi du prince, ne donnent pas lieu à un refus d'absolution. Voilà le point de vue unique sur lequel il convient d'avoir les yeux arrêtés en cette question; c'est pour s'en être écartés que nos adversaires disputent ici avec tant de bruit et font dégénérer en schisme la défense d'une cause qui peut être la bonne en ce sens qu'elle est la plus probable et la plus vraisemblable; ils ont l'air de croire que la Pénitencerie a condamné la doctrine sévère, approuvé, canonisé en quelque sorte sa contraire en théorie, et contredit par ses décisions le véritable sens de la bulle de Benoît XIV qu'ils estiment une règle de foi, ce qui n'est pas. D'où il suit que sur cette question théologique, comme sur une foule innombrable d'autres, on ne dispute avec tant de chaleur et d'acrimonie que pour avoir mal posé la question ou pour la déplacer dans le cours de la controverse.

Article 2.

Quelle autorité faut-il accorder aux réponses du Saint-Office ?

La plus grande qui puisse appartenir à la décision d'une autorité ecclésiastique qui n'est pas l'Eglise universelle.

On peut considérer cette décision en deux états différents, avant et après le suffrage positif que lui a donné le saint Siège. A la vérité cette décision, considérée en elle-même et antérieurement au suffrage positif du souverain pontife, n'a pas tout le poids que je viens de lui attribuer ; néanmoins, en cet état-là même, son autorité est grande. Dire qu'elle ne vaut qu'en proportion de la science de son auteur, c'est la rabaisser au-dessous de son prix ; elle en emprunte beaucoup, ce me semble, de la grâce du ministère. Je crois beaucoup à la grâce du ministère, disait le grand Bossuet, à une époque où il semblait être la bouche et l'oracle de l'Eglise de France. Le Saint-Office est chargé par le successeur de Pierre de veiller en son nom sur le dépôt de la foi, de surveiller les productions de toutes espèces capables d'en corrompre la pureté, la presse et ses livres, les écoles enseignantes et leurs controverses ; il me semble que, dans le cercle de ces attributions, ce corps a reçu du ciel une portion de l'esprit de Pierre, une grâce du ministère dont il faut tenir ici compte. Ajoutez à cela que ces consultations ayant été faites avec tant de

solennité, et leurs réponses étant réitérées jusqu'à dix-sept fois dans un laps de temps assez considérable, elles n'ont pu être ignorées du chef de l'Eglise; elles tirent du seul fait de son approbation tacite un grand poids; mais il y a plus, plusieurs d'entre elles portent en titre: *Ex assistentia summi pontificis*. Les décisions envoyées à messeigneurs de Rennes et de Vivier ont été revues par le pape, elles ont en quelque sorte le sceau et le cachet de Pierre. C'est le pape Pie VIII qui transmet immédiatement à monseigneur de Rennes la décision du cas qu'il propose, *après avoir*, dit-il, *consulté le Saint-Office*. Le pape Grégoire XVI, aujourd'hui régnant, déclare approuver la réponse faite par ce tribunal à monseigneur de Vivier. Celles de plusieurs autres évêques ou prêtres, confondues avec celle-ci quant au sens, participent à la même autorité. Tout cela est grave, imposant. Ce sont des évêques, et en grand nombre, qui consultent le saint Siège, à l'occasion des troubles et des divisions nées dans leurs églises. Le pape interroge les docteurs et les cardinaux chargés d'office de l'assister dans cette grande attribution de son autorité suprême, qui est de confirmer ses frères dans la foi. Du haut de la chaire de Pierre, il leur transmet cette décision solennelle; elle retentit en France, l'immense majorité des évêques français la publient dans leurs diocèses; elle arrive dans plusieurs autres majeures églises, et partout elle y est adoptée comme une règle de conduite. On citerait difficilement dans l'histoire ecclésiastique des

réponses ou décrétales de papes dignes de plus de respect par l'autorité qui leur vient de l'importance du sujet et de l'assentiment présumé des églises.

Article 3.

Du poids et de la valeur des réponses faites au Saint-Office par un petit nombre de théologiens qui font ici opposition.

Commençons par M. Pagès. Sa réponse, on la connaît : *C'est le scandale de l'Eglise romaine, c'est la doctrine calvinienne consacrée par le tribunal du Saint-Office. A ce souvenir, dit cet écrivain, je frémis d'horreur. Toute la profondeur de cette plaie gangréneuse s'est présentée à mon esprit. Il m'avait semblé reconnaître dans un événement si extraordinaire le doigt de la vengeance divine pour punir tant de crimes dont la philosophie et le protestantisme conjurés ont inondé l'univers pendant ces derniers temps.* Voilà qui est un peu violent; une réponse à un pareil discours ne vaut pas le silence. Quant aux autres écrivains défenseurs de la même cause, ils ne partagent pas avec leur maître sa pensée sur la défection de l'Eglise romaine, de la foi véritable, si toutefois elle existe dans son esprit, et qu'elle ne soit pas, comme j'aime à le croire, sous sa plume une parole écrite *ab irato*, et qui n'est pas dans son cœur. Quant à ses disciples, je les soupçonne de ne rien rabattre de son mépris pour les décisions de la Pénitencerie, et de n'y répondre que pour la forme.

Ces réponses, dit-on, ne sont pas claires; rien

n'est clair pour les esprits préoccupés. Pour moi, j'avoue que tout me paraît clair dans cette affaire, les demandes comme la réponse. Dans les consultations les cas sont bien posés, suffisamment expliqués. Quant à la réponse, elle est d'autant plus claire que son expression est plus concise. Quelle conduite dois-je tenir avec un pénitent au tribunal de la pénitence dans l'espèce ci-dessus exposée ? et nous avons vu plus haut combien cet exposé était lucide. La demande est claire. Quant à la réponse, elle ne l'est pas moins : *Ne les inquiétez pas*. Ce mot confronté avec les antécédents veut dire sans ambiguïté : Ne leur refusez point l'absolution, ne les obligez pas à la restitution. Toutefois si cette réponse avait quelque chose d'ambigu, à force de nouvelles interrogations, d'éclaircissements demandés, de réponses réitérées, le tribunal se serait vu forcé malgré lui de lever l'obscurité. Jusqu'à dix-sept fois on lui a réitéré les mêmes interrogations. Un grave jurisconsulte, interrogé de cette manière, ne serait-il pas tenté d'opposer à ces fatigantes demandes cette brusque réponse : Mais si vous ne comprenez pas, c'est votre faute. Je n'ai rien de plus clair à vous dire que ce mot tant de fois répété : *Non sunt inquietandi*, ne refusez pas l'absolution, il vous suffit.

Le saint Siège ne conserve pas, comme les anciens oracles, dans sa réponse d'arrière-pensée, et ne s'enveloppe pas de paroles équivoques applicables à tous les événements possibles. Voudrait-on lui imputer cette pensée ? On serait tenté de le croire.

Mais, poursuit la prévention, ces décisions supposent la bonne foi. Quelle merveille ! sans doute qu'elles la supposent ; fût-ce la doctrine du péché originel et de la présence réelle qu'elle aurait voulu enseigner, elle n'en eût pas moins au préalable supposé la bonne foi ; car, on le sait, les vérités les plus saintes comme les actions les plus légitimes, quand elles sont énoncées, pratiquées sans bonne foi, deviennent des péchés contre la conscience.

Elles supposent la bonne foi ! Que voulez-vous dire par là ? que la bonne foi est ici impossible, qu'elle ne saurait compatir avec le suffrage accordé à la théorie ou à la pratique de ces contrats. Mais y pensez-vous ? quelle est donc cette opinion en matière de doctrine qu'un catholique ne saurait admettre avec bonne foi ? C'est une proposition évidemment contraire à la vérité révélée et définie comme telle par l'Eglise. Par exemple, la présence figurée de Calvin, la foi imputée de Luther. Et qui sont-ils, ces hommes, à qui vous reprochez avec une confiance intrépide d'errer en matière évidente ? ce sont les consultants du Saint-Office, ce sont les évêques français à la presque unanimité, ce sont les écoles, les corps enseignants des prêtres et des docteurs dont on ne peut calculer le nombre, nous tous, en un mot, qui ne sommes pas de votre avis. Mais si telle est la pensée du Saint-Office, pourquoi ajouter à ces mots : *Ne les inquiétez pas*, cette clause : *Pourvu qu'ils promettent de se soumettre aux décisions ultérieures de l'Eglise* ; car enfin, au moyen de cette clause, la décision,

non sunt inquietandi, se résout dans la doctrine niaise que voici : Ils errent en matière évidente ; ils contredisent ouvertement les décisions de l'Eglise ; ce sont de vrais hérétiques, ou tout au moins des pécheurs publics ; néanmoins, ne les inquiétez pas, s'ils sont dans la bonne foi et soumis aux décisions ultérieures de l'Eglise. Et cet étrange langage est répété jusqu'à dix-sept fois par des hommes si graves, et n'est jamais relevé par ce grand nombre de prélats à qui il s'adresse !

Mais oui, continue-t-on, l'erreur de ces hommes est claire, évidente. Lisez ces textes de l'Ecriture, pesez bien ces définitions de l'Eglise, relisez encore une fois l'encyclique de Benoît XIV, tout cela n'est-il pas clair et évident ? Evident pour vous, à la bonne heure ; et quand il serait vrai que la vue de votre esprit est aussi étendue que vous le pensez, elle deviendrait ici courte et bornée, étant, comme elle l'est, offusquée, préoccupée par la passion. La haute idée qu'on a de sa suffisance, la honte de revenir en arrière, un caractère ardent, zélé jusqu'à l'excès pour la bonne doctrine, les erreurs, les préjugés, les irritations de l'orgueil, toutes ces causes, agissant simultanément ou séparément dans un homme passionné par le vice du cœur, ou bien outré, exagéré par le malheur du caractère, tous ces obstacles s'interposent entre les yeux de son esprit et la vérité ; alors il ne voit plus ou ne voit qu'à une faible distance.

C'est ainsi qu'un voyant n'aperçoit plus des masses à quelques toises d'éloignement quand de

grands corps opaques sont interposés entre son œil et ces mêmes objets. L'homme sans passions et à grandes lumières, dans la recherche de la vérité, voit s'ouvrir devant lui comme un vaste horizon ; là, les raisons de ses adversaires lui apparaissent dans toute leur force ; il n'est pas vaincu, convaincu, il ne succombe pas sous le poids de leurs difficultés ; mais cet aveu et cette parole viennent facilement dans sa bouche : Ces raisons, ces autorités sont considérables ; je ne m'étonne pas que tant de solides esprits y aient donné leur acquiescement. Je ne crains pas de dire que la roideur et l'inflexibilité dans ses jugements, poussés jusqu'à l'intolérance envers ses contradicteurs, tiennent ordinairement à deux malheureuses causes : à l'ignorance ou à l'orgueil, et plus souvent encore à toutes les deux. L'ignorance et la passion rétrécissent un esprit et n'y laissent plus en quelque sorte de place pour d'autres raisons ou d'autres idées que les siennes. Un esprit faux, poussé par un caractère ardent, quand il n'est pas contenu par l'humilité, produit dans les âmes des travers semblables et quelquefois même des malheurs incalculables. La piété, loin de guérir cet entêtement, lui donne un nouveau degré de fermeté en sanctifiant l'erreur dans son esprit et en l'identifiant avec la pure gloire de Dieu.

Vos raisons, vos autorités sont claires et évidentes ; mais le sont-elles à ce degré qui fait le caractère d'un dogme, d'un article de foi, et qui constitue, par la résistance qu'on y oppose, l'opi-

niâtreté de l'hérétique et de l'hérésie? Voilà le point précis de la question. Mais une réflexion se présente ici à un homme judicieux; elle le frappe, elle le convainc. A qui appartient le droit de fixer, de déterminer les dogmes de la foi, de les séparer des simples opinions? n'est-ce pas au saint Siège? Il entend les raisons de vos adversaires, il les pèse en sa sagesse; il peut les estimer fausses, mais il n'y trouve pas ce degré d'opiniâtreté, de culpabilité dans l'erreur qui mérite la note d'hérésie ou d'erreur. Que sais-je même? le moment ne lui semble pas peut-être opportun pour terminer cette dispute par un jugement définitif? Vos décrets, vos conciles, il en est le légitime interprète; cette encyclique de Benoît XIV, la tradition de son Eglise, l'assistance de l'Esprit saint, lui en découvrent le véritable sens avec une lumière que vous n'avez pas; il vous répète jusqu'à dix-sept fois qu'il n'y a là ni erreur, ni hérésie, ni matière à refus d'absolution : *Non sunt inquietandi*. Avez-vous grâce ou qualité plus que lui pour fixer la ligne de démarcation qui sépare le dogme de la foi, et tracer aux confesseurs la règle de leur conduite?

Vos adversaires n'ignorent rien du respect dû à ces autorités; ils vous nient qu'elles leur soient contraires; ils vous en contestent l'application à la question présente; ils vous allèguent de leur opinion des raisons apparentes, spécieuses et qu'ils affirment avoir été prépondérantes dans leur esprit. Le pape, qui les écoute, les souffre et les tolère; ce n'est qu'à regret que l'Eglise sépare un membre

du corps ; le saint Siège ne pense pas que ce soit ici le cas d'en venir à cette extrémité. Pourquoi vouloir être plus catholique que le pape ?

Chose remarquable ! là où vous criez à l'évidence, en matière de foi et de raison, des hommes d'Etat, orthodoxes comme vous, disent de votre sentiment qu'il est absurde, opposé au sens commun, ou que s'il faut y croire comme à une doctrine évangélique, elle est pour eux un mystère comme ceux de l'Evangile. Le négoce, proclamé aujourd'hui comme la cause première de la prospérité publique, pousse les hauts cris, fait appel au salut public, et vous accuse d'en provoquer la ruine par votre tenace persistance dans de vieilles idées réprouvées aujourd'hui par le bon sens des peuples. Le saint Siège pèse les choses dans la balance ; il pense devoir temporiser, laisser ces contrats, appelés les nécessités du commerce, dans la classe des simples opinions ; il n'estime pas expédient de mettre entre le négociant et le tribunal sacré une barrière insurmontable. Rapportez-vous-en à sa sagesse, à celle de l'Esprit saint, son conseiller et son guide ¹.

Vos raisons, vos autorités sont bonnes, meilleures peut-être que celles de vos adversaires. Qu'est-ce que cela prouve ? Il n'y a pas d'opinion qui ne puisse se prévaloir du même avantage, toutes allèguent en leur faveur l'autorité des mêmes règles de la foi, autrement leurs disputes seraient

¹ Voyez la note 2 où j'explique plus au long cette sage économie du saint Siège.

philosophiques et non théologiques; et cependant un des deux partis a nécessairement tort, le oui et le non, la négative et l'affirmative ne pouvant subsister ensemble. Vous prouvez très-bien de votre sentiment qu'il est probable, plus probable peut-être que son contraire, je le veux; mais prouvez-vous qu'il a ce degré d'évidence qui constitue un dogme, un article de foi? Oui, dites-vous, et le pape dit non. Au moyen de cette distinction entre le dogme et l'opinion, bien comprise, bien expliquée, on met de côté tous les livres de nos jeunes rigoristes sur cette matière.

Avec la même distinction on concilie entre elles toutes les réponses du saint Siège et leurs contradictions apparentes. Quand le saint Siège, se référant à l'encyclique de Benoît XIV, considérait la question en théorie, il approuvait votre sentiment, cela est possible; mais il l'approuvait comme une opinion; mais à présent qu'il s'agit de tracer une règle de conduite au confesseur, et de qualifier la doctrine contraire, faisant abstraction de la vérité de la doctrine en elle-même, il se contente de nous dire qu'elle n'est pas une hérésie, et que le confesseur doit adopter pour règle de sa conduite dans le tribunal de la pénitence de ne pas refuser l'absolution à ceux qui la tiennent ou la pratiquent, et en cela nulle contradiction.

Toute obscurité se dissipe facilement aux yeux d'un esprit attentif à l'énoncé des consultations. Pendant longtemps elles ont été rédigées ainsi : Que faut-il penser de l'intérêt perçu en vertu du

prêt de commerce, de la rente rachetable des deux côtés, etc., etc.; et la réponse constante de Rome était celle-ci : *Renvoyé* à l'encyclique de Benoît XIV. Aujourd'hui les consultants posent leurs questions en cette manière : Faut-il refuser l'absolution à ceux qui professent ou pratiquent la légitimité de ces contrats? la pratique des confesseurs qui ne les admet pas aux sacrements est-elle trop dure? Et le saint Siège répond : *Non sunt inquietandi. Ad secundum provi- sum in primo.* « On ne disait pas aux premiers : Je » vous renvoie à l'encyclique de Benoît XIV, bulle » dogmatique, règle de foi à l'égal de la constitution » *Unigenitus*; l'enseignement contraire est une er- » reur en matière de foi. Toutes les décisions de » cette encyclique ne sont rien moins que des dog- » mes, des articles de foi éludés par de vains artifi- » ces; les contradicteurs de cette bulle sont vraiment » indignes des sacrements. » Ce qu'on n'a pas dit alors, on le dit aujourd'hui par ce mot : *Ne les inquiétez pas*, pourvu qu'ils soient soumis à la décision éventuelle de l'Eglise. Tout cela est suivi, logique, et ne présente pas même l'ombre de contradiction entre le langage du présent et celui du passé.

In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omni- bus caritas. On connaît cet axiome en théologie; mais à quelles marques reconnaître ces questions douteuses qui séparent le dogme de l'opinion? Les théologiens en assignent plusieurs dans les prolégomènes de leur théologie; mais, à moins de fermer les yeux à l'évidence, on convient que le juge-

ment du saint Siège sur ce point est décisif et irréfragable. Un autre signe caractéristique et distinctif entre l'opinion et le dogme, c'est, dit Bossuet, le fait de la dispute et du partage entre théologiens. Devant un dogme et un article de foi, toute dispute cesse; l'Eglise ne la souffre pas; mais que dire si ces théologiens discordants étaient plus que des docteurs disputant dans leurs livres ou sur les bancs de l'école, si c'étaient les gardiens de la foi, les conseillers du pape, le corps des évêques d'une des plus grandes et des plus illustres Eglises du monde catholique; comment ne pas dire : dans cette dispute et avec un tel partage, il ne s'agit pas ici de la foi; on n'est pas hérétique en si bonne compagnie?

Chapitre Sixième

ET DERNIER.

DÉFENSE DE L'ÉGLISE UNIVERSELLE.

Je ne balance pas à dire que les assertions de ce docteur ne vont à rien moins qu'à compromettre l'infaillibilité et l'indéfectibilité de l'Eglise elle-même.

L'Eglise catholique ne peut se taire en présence d'une erreur qui menace de corrompre la foi et la morale dans une partie notable du troupeau de Jésus-Christ. En pareil cas, elle parle et parlera toujours; je ne fais là que traduire un axiome de saint Augustin connu de tout le monde : *In his quæ sunt contra fidem et bonos mores Ecclesia nec facit, nec tacet, nec approbat*. On connaît encore beaucoup ce cri de la foi qui s'élève toujours au sein de l'Eglise contre les erreurs naissantes : avertie par ce bruit, l'Eglise se réveille, les juges de la foi, sentinelles fidèles, dénoncent l'erreur au peuple chrétien, la démasquent à ses yeux avec ses dangers et ses artifices. Je sais qu'on peut abuser de ce principe; on a vu quelquefois un obscur théologien dire : l'Eglise m'entend et ne me condamne point; donc j'ai raison. Son erreur ou plutôt son impardonnable orgueil est de croire qu'il figure pour quelque chose dans l'Eglise; mais je le demande à tout homme de bonne foi, l'Eglise enseignante ne serait-elle pas visiblement en défaut et passible en quelque sorte du reproche d'infidélité dans la garde du dépôt de la foi, si elle n'élevait pas la voix quand l'erreur enseignée du haut de la chaire de Pierre arrive jusqu'aux évêques associés avec lui au gouvernement suprême, leur est tracée comme une décision, une règle de conduite émanée de cette Eglise maîtresse, afin d'être transmise par eux aux pasteurs du second ordre, à tous les dispensateurs du sacrement de pénitence, et tout cela comme une décision régulatrice de leur conduite

dans le ministère de la réconciliation des âmes ; et ici je fais appel à la notoriété de ce fait, que les évêques, à la presque unanimité, ont publié ces prétendues erreurs calviniennes venues de Rome, les ont transmises aux pasteurs comme des règles de leur conduite pastorale. Vous vous trompez, dira ici le docteur Pagès, l'Eglise réclame ; n'avez-vous pas entendu des cris d'alarme pour dénoncer cette doctrine à l'Eglise universelle ? moi-même je l'ai signalée à l'indignation du peuple catholique ; je n'ai pas épargné ceux de nos prélats qui en ont été les plus ardents propagateurs. Ignorez-vous tous les bons écrits qui ont paru sur cette matière ? j'en ai donné le précis et l'analyse dans mon grand ouvrage. J'ai comblé d'éloges leurs auteurs, je les ai vengés contre les critiques déplacées de l'*Ami de la Religion*, contre les censures de leurs évêques.

Et voilà bien ce qui me confirme dans cette pensée que l'Eglise universelle ne réclame pas ici, puisque vous et les jeunes théologiens, seuls contradicteurs qu'on entend ici, vous n'êtes pas l'Eglise.

Mais voici bien une accusation plus grave par où notre docteur se condamne lui-même. L'erreur envahit l'Eglise de France tout entière ; *il n'y a qu'erreur, qu'orgueil, cupidité dans tout son clergé, et voyez où tout cela va*. Cette Eglise de France, telle qu'il nous la fait et avec ce masque hideux dont il la couvre, est une des plus belles portions de la catholicité ; si toutes les Eglises du monde chrétien sont entachées comme elle de la même

erreur calvinienne, que reste-t-il à dire, sinon que l'Eglise universelle n'est plus qu'un corps où il n'y a plus rien de sain? La tête, c'est-à-dire l'Eglise romaine, est languissante et malade ou plutôt morte; le corps, c'est-à-dire les Eglises particulières, sans excepter l'Eglise de France, qu'on dit être sa partie la plus intègre, est tout couvert de plaies, d'ulcères, de contusions, et cet homme mal-avisé ne voit pas qu'en jetant à tout venant l'accusation de calvinisme, il se réfugie dans l'Eglise invisible de Calvin.

Il n'y a pas jusqu'à la prudence qui ne conseille à notre docteur de baisser de plus d'un ton l'élévation de sa voix contre le jeune clergé de notre France, cette jeunesse cléricale, si rudement reprise, gourmandée, flagellée par ses écrits, à *bec et ongles*; et déjà ses répliques ont pu lui faire sentir que son verbe, quand on l'irrite, devient un peu haut, et montera, s'il le faut, jusqu'au niveau du sien. On a souvent donné des éloges justement mérités à sa piété, à la régularité de ses mœurs, à son zèle pour la propagation de la foi, pour la beauté de la maison de Dieu, pour la splendeur de son culte; et si, à de si justes louanges, la critique a mêlé quelque censure, je soutiens à notre docteur qu'il a perdu le droit de les lui adresser. Ce n'est pas ici le lieu de les discuter; et si j'en parle, c'est en historien, sans vouloir m'en faire le garant. On a reproché à la jeunesse de la nouvelle France trop de confiance dans ses moyens, de fermeté dans ses jugements, de mépris pour les cho-

ses jugées par l'expérience, d'amour pour la nouveauté, mère du trouble et fille de l'inconstance, de hardiesse au sortir de l'école, à se lancer dans des œuvres et des entreprises scientifiques capables d'effrayer les Pétau, les Dom Sellier, les Mabilion d'autrefois. Mais vous, monsieur le censeur, répliquera ici ce précocement érudit de la jeune France, n'auriez-vous pas aussi une trop haute idée de votre science et de votre suffisance? *Messeigneurs de Belley et du Mans sont-ils des écoliers*, pour que vous ayez le droit de les traiter en maître? Vous ne voyez qu'ignorance dans l'Eglise de France tout entière, dans ses prêtres, ses évêques, ses congrégations, ses maîtres et ses docteurs. Venez nous reprocher après cela d'oublier la modestie, la modération, le respect dû à l'épiscopat et aux vétérans du sacerdoce.

Pendant un ami de la religion, un zélé de ses vrais intérêts, est profondément affligé à la vue de ces discordes; il s'écrie volontiers avec une douleur amère : Est-ce bien le moment où l'armée du Seigneur est investie, cernée de toutes parts, de laisser percer la division parmi ses chefs et ses soldats? n'est-ce pas au contraire pour elle un devoir, une mesure de salut public, de serrer ses rangs, et de marcher unis comme un seul homme, sous la conduite du général qui commande et du souverain qui gouverne?

Un vent de présomption et d'insubordination souffle, dit-on, en France, il égare la jeunesse du siècle, la soulève contre l'autorité, nécessairement

il doit pénétrer dans le sanctuaire. L'esprit du siècle est comme un air, une atmosphère où respire le prêtre comme le peuple, il s'insinue dans toutes les âmes par tous les pores des sens; il les modifie, les altère et les corrompt à leur insu, et souvent malgré eux. Nouvelle raison pour nous, vétérans du sacerdoce, de prêcher de bouche et d'exemple l'obéissance et la soumission dues aux autorités constituées par Dieu lui-même dans l'Eglise et dans l'Etat. Un homme superbe à qui il a été donné, durant plusieurs années, de régner en despote sur une portion considérable de la jeunesse cléricale, a levé l'étendard de la révolte contre l'épiscopat; ses principes anarchiques, ses doctrines antisociales, écrites en traits de feu, ont facilement enflammé des âmes si ardentes. Est-ce bien à un prêtre, révérend jusqu'ici par ses vertus, ses connaissances acquises, à favoriser par l'orgueil de ses bravades envers l'épiscopat le développement de tant de germes d'indépendance que recèle le sol de la France, et qui corrompent jusqu'à l'air qu'on y respire? Voulons-nous introduire dans l'Eglise la confusion qui règne dans l'Etat, travaillons à déconsidérer l'autorité, à effacer, pour ainsi dire, cette image de Dieu que l'Evangile a *comme imprimée sur la face des supérieurs légitimes* ¹.

Dieu n'a pas béni ces hommes austères dans leurs mœurs, mais outrés et exagérés dans leurs

¹ Superiori meo imaginem Christi imposuit.

principes. Parcourez tous les siècles, remarquez tous les artisans de schismes et de discordes ; examinez de près tous les auteurs de sectes qui passeront devant vous, vous n'y rencontrerez que trop souvent des hommes d'un zèle ardent, d'une mortification exemplaire, des hommes d'oraison et de prières, mais inflexibles dans leurs idées, d'autant plus incapables de s'en détacher que la piété les a souvent sanctifiés et canonisés dans leur esprit. On en a vu, dit-on, quelques-uns prendre leurs résolutions les plus funestes au pied de la croix ; *au pied de la croix*, où la dernière chose que l'on dépose, dit un habile historien ecclésiastique, c'est une attache excessive à ses propres idées ¹. La réforme, la pureté de la doctrine, la haine du relâchement dans la discipline, ce sont là leurs mots d'ordre et leurs cris de ralliement. On reconnaît à ce tableau un Tertullien, un Lucifer de Cailliria, les Franciscains, défenseurs outrés de la pauvreté évangélique, un cardinal Lallemand, fondateur du schisme de Bâle, et que son repentir et ses vertus ont fait inscrire dans le catalogue des saints. Qui oserait justifier tous les faits et les discours insubordonnés contre l'autorité épiscopale, du solitaire saint Colomban, et ne pas les censurer comme des fautes non effacées par l'éclat de ses miracles, mais anéanties, consumées par le feu de sa charité ? Les fondateurs de la petite Eglise, dont le schisme touche à sa fin, n'étaient rien moins que des prêtres édifiants par

¹ Charlevoix, *Histoire du Paraguay*.

les dehors de leur vie pieuse et austère; et enfin le docteur La Mennais vient fermer cette déplorable liste.

Je finis en présentant au lecteur de ces tristes débats cet avenir qui n'est pas sans consolation. Je ne crois pas que de cette division entre prêtres, un peu trop véhémement peut-être, puisse sortir le mal du schisme. Tout schisme suppose des chefs, novateurs forts de génie, puissants en œuvres et en paroles; et dans la multitude, des hommes passionnés disposés à les suivre : toutes choses qui manquent ici. Les chefs sont des jeunes gens pieux, mais faibles en doctrine, et jusqu'ici presque ignorés du public. Leur général est un vieillard non moins jeune qu'eux en prudence et en sagesse. Pour ce qui est de la multitude, je la crois ici peu facile à émouvoir. Dites à ce séculier, à cette bonne mère de famille, à ce petit nombre de chrétiens qui le sont jusqu'à l'autel et au tribunal sacré, dites-leur que tout capitaliste peut tirer le taux légal de l'argent prêté à un homme de commerce, à tout individu qui le met à profit, qu'il le peut dans tous les cas exposés et résolus par les dernières décisions du Saint-Office; décisions adoptées par la majorité des évêques, et publiées dans leurs diocèses; il vous répondra : En voilà assez, je suis tranquille; et si mon confesseur me refuse l'absolution, je m'adresserai à un autre. Les prêtres eux-mêmes les plus tenaces en faveur du rigorisme ne le suivent pas dans la pratique, et finiront par entrer sans peine dans une

voie qui élargit devant eux leur ministère, et le dégage d'un si grand nombre d'épines fâcheuses et incommodes, et les décisions du saint Siège ne tarderont pas à prévaloir dans tous les diocèses.

NOTE PREMIÈRE.

M. Courbon écrivait ce qui suit à M. Juliard :

« Monseigneur de Besançon nous a tracé la marche à suivre. Les déclamations réitérées *ad nauseam*, d'un professeur qui n'a rien autre chose à faire, ne changeront pas les principes ni l'opinion. La question tient au système social actuel. Point de société sans commerce, point de commerce réel, et tel qu'il le faut dans l'état présent des gouvernements, des grands et des petits propriétaires, sans placement d'argent à intérêt. Un tiers des propriétés des Etats étant en numéraire, ce tiers fait le soutien, l'existence d'un tiers de la population. Ce tiers en propriété numéraire s'amalgame, circule, fructifie avec les propriétés territoriales. Tout va de pair et ne peut être arrêté par les anciennes maximes. Ainsi les brochures resteront dans la poussière, et le commerce ira son train. Le souverain l'autorise, et il le peut. Il y a un consentement tacite, un droit des gens ; tout le monde est content, hors nos misanthropes ; laissons-les s'agiter en tout sens ; prenons le parti de la sagesse, ou plutôt suivons-le, puisque nous l'avons adopté. »

Ces considérations sont puissantes ; mais le sont-elles assez pour démontrer à un défenseur de la doctrine sévère sur l'usure que Dieu n'ait pas pu promulguer dans son Evangile une loi prohibitive de l'intérêt appuyé sur le seul titre du commerce du preneur ? je ne le pense pas. On dit bien : il n'y a pas de société sans commerce, de commerce sans placement à intérêt ; tout cela est vague, louche, équivoque, et a besoin d'explication : je le sais, il n'y a point de société sans commerce, si vous entendez par là les échanges, les contrats,

les communications des provinces, des cités, des nations, pour échanger entre elles les productions de leur sol, et faciliter ces échanges par le papier ou les signes monétaires; mais il s'agit ici du commerce moderne, tel que l'ordre ou peut-être le désordre présent l'a fait : commerce qui ne marche qu'avec tout l'attirail de ses mécaniques, de ses innombrables fabriques qui dépeuplent les campagnes, qui ensevelissent la classe indigente dans des asiles où elle respire un air infect, où elle meurt à petit feu, où l'enfant voit se paralyser la force de son corps et périr celle de son âme, etc. Est-il bien vrai que la société ne peut subsister sans cet attirail de banques, de sociétés industrielles, et tant de causes, sources encore plus fécondes de corruption morale que de prospérité publique? Ne peut-on pas croire que Dieu a bâti et fondé la société humaine sur l'agriculture encore plus que sur le commerce? En installant les premiers auteurs du genre humain dans la possession de la terre, Dieu leur a dit : Croissez et multipliez-vous, labourez les champs, cultivez les vignes, faites servir les oiseaux du ciel ou les animaux de la terre à votre usage. La Judée, dans ce beau temps où Dieu l'appelait son peuple, et où elle l'était réellement, dans la seule tribu de Juda, terrain à peine égal à un, deux ou trois de nos gros départements, nourrissait une milice de quatre ou cinq cent mille soldats; et ce n'est que sous Salomon qu'on y voit un commerce maritime dont quelques grandes barques et leurs rameurs faisaient tous les transports. Entrez dans nos provinces agricoles, bonnes et fertiles, considérez cet homme des champs dont une charrue laboure tout le patrimoine, et dont le produit net représenterait à peine trois cents livres. J'ai vu un laboureur semblable, chargé d'une famille de dix ou douze individus de l'un et de l'autre sexe; lui, sa femme, ses garçons, ses filles, tiraient de ce *lopin* de terre assez de fruit pour se nourrir avec de bon pain; mettre tous les jours de la viande de lard au pot, une poule dans ses jours de régal ou de maladie; traiter avec abondance ses amis, au jour de la fête votive. Comparez son sort avec un industriel de la cité dont le revenu est triple. S'il a une charge de deux ou trois enfants, un revers de temps qui suspende son travail, une maladie d'une semaine, vous le verrez souffrir toutes les horreurs de la détresse, et dans

son abondance, son feu, son loyer, son blanchissage une fois payés, Dieu sait la triste chère qui se fait dans son ménage! et combien de fois a-t-il entendu crier son ventre à jeun sous les brillants habits qui le couvrent lui et sa femme!

L'Angleterre, dont on vante tant l'opulence, est le type des nations où fleurit le commerce. Voyez dans quel état le peuple y vit; nos écrivains publicistes et religieux ont souvent déploré le progrès du paupérisme chez nous, et nous en ont fait de lugubres tableaux. Oh! qu'il y a loin sur cette matière de notre pauvre France à la riche Angleterre! Elle déploie sa magnificence à bâtir des prisons; et tous les ans elle sent le besoin de les multiplier ou de les agrandir pour y loger une partie notable de son peuple souverain. Malgré ces causes de pauvreté auxquelles l'irrégion donne tant d'extension dans nos campagnes catholiques, quand je compare la condition des laboureurs et des mercenaires de nos champs avec la détresse effroyable de nos ouvriers et de nos hommes de peine dans leur galetas de Paris, je chante les louanges de l'agriculture et je déplore les tristes effets de notre industrie et de notre commerce sans bornes. Nos Filles de la Charité pourraient nous révéler ici les tristes secrets de la misère citadine, dont elles sont tout à la fois les dépositaires et les anges consolateurs.

En retranchant une partie notable des faits qu'affirme à l'appui de cette thèse le protestant Cobbet, qu'on serait tenté d'appeler un ultra-catholique, il en reste encore assez pour porter à la démonstration la prépondérance de l'agriculture sur le commerce dans ses rapports avec la prospérité des Etats. La conclusion ultérieure que je tire de cette théorie est celle-ci : c'est que Dieu, législateur devant qui tous les siècles et les âges ne sont qu'un moment, a pu, dans la loi évangélique, oublier ce genre de commerce dont le cinq pour cent est la vie, pour ne se souvenir que de la prospérité de l'agriculture, en ordonnant à tous les chrétiens la gratuité du prêt fait à tout individu même négociant, sauf le cas d'une indemnité justement réclamée; mais si je n'ai pas vu dans les judicieuses réflexions de M. Courbon un motif pour me départir de mon opinion sévère sur le prêt, j'en ai vu un très-considérable d'admirer la sagesse des décisions du Saint-Office; car enfin, en supposant que l'Eglise romaine, dont ce tribunal est ici

l'organe, abonde dans notre sens, elle raisonne ainsi : L'administration des Etats s'appuie sur deux illusions comme sur ses pivots : dans l'ordre moral, sur la fausse sagesse qui met Dieu en dehors de la société ; et dans l'ordre matériel, sur le commerce. Le commerce vit des placements à intérêt. Les capitaux qu'il en tire forment, dit-on, le tiers de la richesse des plus beaux royaumes de l'Europe, et de la valeur de leur sol. Les souverains et les négociants chrétiens n'imaginent pas que la légitimité de ce contrat puisse être en opposition avec la loi de Dieu. Cette opinion prévaut tous les jours davantage parmi tous les chrétiens de l'ordre séculier ; ils s'y voient confirmés, tranquilisés par la décision des plus graves docteurs des écoles catholiques. Convient-il à une sage administration de choisir ce moment pour ériger en dogme de foi la doctrine contraire, de soulever de nouvelles contradictions contre le chef de l'Eglise, qui en est déjà accablé, en frappant un coup si rude contre le commerce ? Le tribunal de la pénitence n'est-il pas déjà assez désert, sans en écarter par un jugement si intempestif le petit nombre des négociants qui s'en approchent ? Et pourquoi le saint Siège ne serait-il pas mu encore par cette grave considération : Est-il bien prouvé que le souverain, dans les Etats qui se sont créés la fausse nécessité du commerce et des placements à intérêt qui en sont l'aliment, ne puisse pas pourvoir au salut public par la disposition suivante : sa pensée n'est pas d'abroger la loi divine, d'en suspendre le cours, de créer des titres de propriété réprouvés par l'Evangile ; mais d'établir un règlement, lequel, sans sortir de ses attributions, crée des circonstances lesquelles suppriment l'application de la loi divine dans les cas prévus par la loi humaine ; par exemple : par forme de statuts et de règlement, provisoirement, et tant que dureront les besoins du commerce, disposer ainsi qu'il suit : Accorder une prime de 5 p. % de bénéfice à tous les capitalistes qui, au lieu de laisser leur argent oisif dans leurs coffres, d'en acheter des terres, le confieront à des négociants ; même faveur à ceux qui fourniront des fonds pour d'autres grands intérêts sociaux, comme monts-de-piété, hôpitaux, canalisation, chemins de fer, pauvres, et leurs petits prêts, entreprises dont l'Etat espère de grandes utilités publiques ? M. Daviot, archevêque de Bordeaux, pré-

lat de mémoire sainte et entièrement défavorable à l'opinion mitigée sur le prêt du commerce, souscrivait la légitimité d'un pareil titre légal ; j'en suis le témoin.

NOTE DEUXIÈME.

Innocent XI, année 1679 : « Præcipimus in virtute sanctæ obedientiæ, omnibus catholicis scriptoribus, ut caveant ab omni censurâ et notâ, et à quibuscumque conviciis, contra eas propositiones, quæ adhuc inter catholicos hinc inde controvertuntur, donec à sanctâ Sede, re cognitâ, super eisdem propositionibus judicium proferetur. » On peut demander à présent à M. Pagès s'il ne doit pas autant d'égard aux consultants du Saint-Office, à l'immensité des prélats français, à tant de docteurs catholiques, que ne s'en devaient entre eux les théologiens en litige auxquels ce règlement s'adresse ; et dire en face à toute l'Eglise de France qu'il n'y a plus qu'orgueil et cupidité dans tout le corps de son clergé, n'est-ce pas là une injure ? Encore devrait-il suivre, dans la forme comme dans le fond, la doctrine de Benoît XIV dont il se déclare un défenseur si outré. Or, ce grand pape, adhérant au règlement d'Innocent XII, défend aux théologiens de dire des injures à ceux de l'opinion contraire : *Nullæ omnino contumeliæ confingantur qui contrariam sententiam sequuntur.*



NOTICE

SUR

L'ANCIENNE FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE PARIS ET LA SORBONNE.

L'ancienne Faculté de théologie de Paris n'était, comme la nouvelle, qu'une fraction de son Université. Elle se divisait en quatre familles : la Sorbonne, la Maison de Navarre, les Ordres religieux admis aux honneurs académiques, les docteurs appelés Ubiquistes. Entre ces quatre familles, la Sorbonne était, sans contredit, la plus grande et la plus considérable, jusque-là qu'elle avait donné le nom à tout le corps par une de ces figures du langage où l'on prend la partie pour le tout; et cette vieille dénomination subsiste encore, et il n'est pas rare de désigner de vive voix et par écrit l'ancienne Faculté de théologie de Paris par le nom de Sorbonne.

La Sorbonne avait pour fondateur Robert Sorbon, personnage qui ne jette pas dans l'histoire ecclésiastique un éclat proportionné aux illustrations de l'école dont il est le père. On sait que saint Louis l'honorait d'une amitié qui approchait de la familiarité. Sa maison, dans sa pensée, n'était qu'un asile ouvert aux clercs intelligents et aptes aux sciences, mais trop pauvres pour fournir à leurs propres frais durant la longue et dispendieuse carrière des études universitaires de Paris. Le cardinal de Richelieu, par ses largesses et ses bienfaits envers la Sorbonne, peut en être regardé comme le second fondateur, et les Richelieu, jusques en 1790, en ont reçu les honneurs de la part de cet illustre corps; toutefois la Sorbonne, dans l'état de prospérité où l'avait mise la

dotation de ce grand ministre, ne rougissait pas de la pauvreté de ses ancêtres, et dans ses actes les plus authentiques elle continuait à s'appeler la pauvre Sorbonne (*pau-perem Sorbonam*).

La Maison de Navarre, fondation royale des souverains de cette contrée, possédait aussi de grandes illustrations de science et de fortune. Ses membres, qu'on appelait Bacheliers, étaient, au moins dans ces derniers temps, en général plus riches et plus nobles; elle comptait parmi ses gloires Bossuet, qui l'était en outre de l'Eglise de France, je dirais presque de l'Eglise tout entière. Toutefois son influence sur la Faculté de théologie était bien inférieure à celle de la Sorbonne. Celle-ci passait pour en être la régulatrice et la conductrice.

Les Ordres religieux de saint Dominique, de saint François, de saint Benoît composaient ce que j'appelle la troisième famille de l'Université. Ces deux premiers corps ont été suscités de Dieu dans le moyen âge pour être les auxiliaires nécessaires du ministère pastoral, alors, très-souvent, ignorant, corrompu ou incapable. Or, dans ces siècles d'obscurité et de nuage, les deux grands ordres de saint Dominique et de saint François portaient en quelque sorte sur leurs épaules presque tout le poids du ministère évangélique, comme pasteurs, comme docteurs, comme apôtres. Comme pasteurs, on les trouvait dans toutes les paroisses, munis des plus amples privilèges du saint Siège, exerçant, conjointement avec les ordinaires ou les curés, 1^o le ministère de la prédication, et les noms de prédicateur, de prêcheur et de Dominicain étaient comme synonymes. Les Franciscains marchaient à leur côté, et n'étaient pas moins dans ce ministère leurs collaborateurs et leurs collègues que leurs amis et leurs frères. 2^o Comme docteurs, la liste des docteurs sortis de leurs écoles figure avec tant d'éclat dans l'histoire ecclésiastique, qu'on est tenté de leur approprier exclusivement, durant cette période de temps, cette parole adressée par le divin Maître à tout l'Ordre apostolique : Vous êtes la lumière du monde. 3^o Comme apôtres, c'est par eux que l'immortelle fécondité de l'Eglise engendrait alors ses enfants toujours anciens et toujours nouveaux, et l'on ne rencontrait que des Dominicains et des Franciscains dans toutes les contrées idolâtres.

D'après cet aperçu, il est visible que ces deux grands Ordres religieux ont dû, dès leur naissance, s'incorporer avec la Faculté de théologie de Paris, qui semblait être en ce même temps comme un foyer central d'où partait la lumière pour éclairer le monde. Ces deux grands corps, à peine nés, entrent dans l'Université de Paris et en occupent les principales chaires ; ils y entrent, ou plutôt ils en forcent les portes ; car on sait qu'il ne fallut rien moins que les ordres réitérés des deux puissances pour les y introduire, pour vaincre la résistance des docteurs séculiers à les y recevoir. Les pièces de ce fameux procès subsistent encore. Les Mémoires du docteur Saint-Amour, par le style âcre et violent qui y règne, servent à rehausser, comme par un beau relief, l'esprit de modération et de sagesse que nous admirons encore dans les apologies de saint Thomas et de saint Bonaventure. On dirait que la passion et la vérité avaient fait choix de ces divers personnages pour être leurs avocats et leurs défenseurs dans cette cause, plaidée alors contradictoirement devant le tribunal de l'Eglise, et un observateur judicieux y remarquera sans peine que l'esprit de dénigrement et de calomnie de la fausse science envers le sacerdoce ne sont pas de fraîche date. Le jugement de l'Eglise romaine ne se fit pas longtemps attendre, et il donna gain de cause aux religieux avec un triomphe si complet, que, depuis cette époque, leurs privilèges n'ont fait que s'accroître, et ont fini par prendre une extension vraiment démesurée, et la borne que le saint concile de Trente y a mise passe pour être un des points utiles de sa réforme. Les religieux entrèrent donc alors dans l'Université ; ils s'y sont maintenus jusqu'à la législation de 1790, laquelle fit de l'Eglise de France tout entière un monceau de ruines, et ne laissa pas même dans ce temple du Seigneur subsister pierre sur pierre. Jusqu'à cette époque les études faites dans leurs écoles comptèrent pour la licence et le doctorat de la Faculté de Paris, et ils étaient la troisième famille et une des parties intégrantes de cette académie célèbre.

Les Ubiquistes composaient la quatrième et dernière famille de la Faculté de Paris. Leur nom seul suffit pour en faire connaître la forme et l'organisation. Isolés, indépendants, étrangers aux trois autres corps, ils étaient partout comme membres, et comme corporation nulle part. Mais

revenons à la Sorbonne. Cette société célèbre semble, comme l'Eglise primitive de Jérusalem, avoir réalisé cette égalité parfaite de droit entre les membres qui passe à bon droit pour être le beau idéal ou plutôt le rêve de la philosophie. C'était une communauté de prêtres réguliers, édifiants, fervents même, sans supérieur et sans chef préposé pour maintenir l'unité, la subordination, la parfaite observance des règles de l'association. Le prieur n'était qu'un jeune homme nouvellement associé, assez riche pour soutenir la représentation de cette place, et cette représentation consistait dans un salon ouvert où la société se réunissait pour ses récréations de l'après-dîner; des conversations graves et sérieuses y servaient, dans les beaux jours de la Sorbonne, de délassement à des travaux de cabinet austères et pénibles. Le prieur, chez qui on portait les clés pour la forme, loin d'affecter la moindre juridiction sur ses égaux, se croyait plus redevable que le reste des associés du tribut de soumission et de respect dû aux anciens. Ceux-ci exerçaient sur la jeunesse une douce et imperceptible magistrature. Le philosophe Bernardin de Saint-Pierre n'a pu refuser son admiration à ce phénomène politique qu'il a signalé dans ses écrits : celui d'une société florissante qui a traversé les âges et les siècles, sans autre lien de gouvernement, de conservation et de durée, que le respect envers les vieillards. L'impartiale et inflexible vérité m'oblige ici à une fâcheuse révélation. Ce corps, en 1790 et quelques années auparavant, laissait percevoir au dehors des signes de décadence, symptômes fâcheux de sa mort prochaine. Le jeu, le luxe des habits et de la parure, les airs du monde, la conversation séculière et profane commençaient à envahir ce sanctuaire, naguère si révérent, de la gravité, de l'austérité sacerdotale, de l'observance exacte et rigoureuse des canons de l'Eglise. La seule vue du docteur Asseline promu à l'épiscopat à l'entrée de la révolution, sa douceur évangélique, les manières riantes et affables de ce Mécène de ces derniers temps, étaient la plus forte barrière de la Sorbonne de 1790 contre ces relâchements toujours croissants dans l'austère discipline de ses devanciers.

Quant aux Bacheliers de Navarre, le désordre de leur conduite était encore plus grand, et ce nom seul suffisait pour présenter les idées les plus contraires à la vénération due

au sacerdoce, dans l'esprit du public chrétien de cette époque.

Si l'on me demande à présent quel était le principe conservateur, ou si l'on veut générateur de la perpétuité et de la durée de la maison de Sorbonne, je crois voir quelques-uns de ses analogues dans la constitution des sociétés religieuses. Il y avait pour les récipiendaires un temps de noviciat et de probation, épreuves non de perfection, mais de science.

On ne demandait pas aux aspirants des témoignages éclatants d'humilité, d'abnégation, d'obéissance religieuse, mais d'érudition et de capacité dans la science divine. Tous les deux ans la Sorbonne ouvrait son concours, et un nombre de candidats égal à celui des places vacantes lui présentaient leurs suppliques à l'effet d'être agrégés à ce corps vénérable. Ces novices soutenaient deux thèses chacun, comme preuve ou titre de leur idoneité à une semblable réception; ils argumentaient à leur tour à chacune de ces thèses, et cette guerre d'arguments était vive et chaude. Là on combattait : 1° pour l'honneur, car il n'était pas petit le déshonneur d'être refusé, et le contre-coup pouvait être fâcheux pour le succès de la licence, et le sujet ainsi déprécié pouvait être reculé à un plus bas *lieu* dans la liste des places; 2° pour la fortune; car voici les émoluments temporels attachés au rang de sociétaire de la Sorbonne : 1° un logement dans ce bâtiment, dont la magnificence de Richelieu avait fait un des remarquables édifices de Paris; ces logements, au nombre de trente-deux, étaient beaux et commodes; plusieurs d'entre eux devenaient vacants tous les deux ans et ouvraient leurs portes aux nouveaux agrégés. Ce flux et reflux d'allants et de venants tenait à la constitution de cette maison et à l'état de l'Eglise. Les professeurs et les agents de l'administration temporelle de cette maison y tenaient par un domicile fixe; mais pour le reste des sociétaires, la Sorbonne était comme un hôtel où ils habitaient en passant, en attendant un riche bénéfice qui ne pouvait leur manquer à une date très-prochaine dans quelque-une des églises du royaume; 3° un droit acquis pour se faire délivrer à la cuisine une bouteille de vin de Bourgogne, un potage, une portion raisonnable de bœuf, le tout au prix et somme de cinq sous; 4° un couvert mis à tous les repas communs du corps, et ces

banquets, destinés à entretenir l'union et la fraternité entre les membres de la famille, ne laissaient pas que d'être fréquents; 5° l'assistance aux conseils, et ces conseils étaient de deux sortes : 1° conseils de finance : ils avaient pour objet la gestion du patrimoine commun, avec des détails sur la comptabilité dont on n'avait pas excepté la cuisine. On y parlait toujours latin, et parfois, au dire des plaisants, un latin de cuisine; 2° conseils de conscience : il s'agissait, dans ceux-ci, de répondre aux consultations sur les obscurités de la science divine adressées de toutes les parties du royaume, et quelquefois même des contrées étrangères, à ce corps de savants, révérend de tout le monde chrétien.

Ces détails, on les chercherait peut-être en vain dans les monuments du temps : l'histoire les dédaigne et ne les estime pas dignes de la gravité de ses récits; mais à présent que la tradition orale, toujours vivante par la pratique, en est interrompue, pourquoi ne pas leur communiquer la fixité de l'écriture, pour servir de matériaux aux architectes des âges suivants, si jamais il leur plait de reconstruire sur un plan approprié au temps et aux circonstances ce magnifique édifice ?

Mais si le matériel de l'ancienne école théologique de Paris ne mérite pas l'attention de l'histoire, sa partie morale et intellectuelle est un des plus graves sujets dont elle puisse s'occuper; et sous cette dénomination je comprends les cours de ses études, les matières théologiques qui en étaient l'objet, les preuves de science, c'est-à-dire les actes et les thèses auxquels elle attachait le grade de docteur, le tout sans omettre les formes et le cérémonial de ses œuvres savantes et religieuses.

Il ne fallait rien moins que neuf ou dix ans à un sujet, selon qu'il appartenait à la bonne ou à la mauvaise année, pour arriver depuis la fin de ses humanités jusqu'au doctorat. Deux années de cette période de temps étaient consacrées à la philosophie, à l'issue desquelles l'étudiant soutenait un sérieux examen devant des députés choisis parmi les docteurs de la Faculté des lettres, et recevait le degré de maître ès arts. Le cours de théologie venait après; il durait trois ans, et se terminait par une thèse solennelle appelée tentative. Si le succès en était favorable, elle obtenait à l'aspirant le

degré de bachelier. Les questions [disputées dans cette thèse étaient graves et sérieuses en matière de fait et de doctrine; c'était une guerre d'arguments vive et pressante : elle durait une matinée tout entière. Le récipiendaire y défendait la brèche contre une série d'arguments qui se succédaient jusqu'à midi, comme autant d'assauts, après lesquels le siège était levé, et le candidat admis ou refusé au grade de bachelier, à la majorité des billets blancs ou noirs qu'il avait obtenus par forme de suffrage. Suivaient deux ou trois années d'interstice, et de cette combinaison de temps sortait une licence dont on disait qu'elle avait sa bonne ou sa mauvaise année, et dont la carrière se prolongeait neuf ou dix ans, selon que le bachelier avait rencontré la bonne ou la mauvaise année.

Le bachelier ainsi préparé par de fortes et laborieuses études entrait en licence. Elle s'ouvrait avec solennité, la religion la consacrait par la pompe de ses cérémonies : c'était une messe chantée, où tous les bacheliers admis à la licence après un sérieux examen, et les docteurs *resumptés*, c'est-à-dire déclarés juges de la licence, assistaient, en robe, en fourrure et avec tous les nobles insignes de leurs grades. La licence se prolongeait pendant deux ans, après lesquels le licencié, béni et reçu, n'avait plus de thèse à soutenir, au moins de celles où l'on paie de sa personne : il présentait un élève, lequel soutenait en présence de la Faculté une thèse, et cette thèse était pour les juges de sa doctrine une preuve vivante de son talent pour l'enseignement, et de son titre au bonnet de docteur. Le mot de docteur étant synonyme de celui de maître et de professeur (*sapientissimus magister*), le doctorat était le sommet des honneurs académiques : il n'était qu'un pur et dispendieux cérémonial.

Quant aux preuves de science fournies par la licence, elles étaient considérables : c'étaient trois grandes thèses; les noms de majeure, mineure et de sorbonique sonnent aujourd'hui agréablement aux oreilles des vieillards licenciés qui vivent encore, et s'ils y ont obtenu un lieu distingué, elles y réveillent les émotions agréables qu'éprouve un ancien guerrier au souvenir de ses campagnes et des faits glorieux qui ont illustré sa vie.

La mineure avait pour objet les sacrements. Tous les

dogmes de notre foi en litige avec les Protestants sur cette importante matière, tous les faits de l'histoire ecclésiastique qu'ils ont essayé de dénaturer, de tirer à eux afin d'étayer l'erreur, étaient inscrits sur cette thèse pour être le point de départ de la dispute. Commencée à huit heures, elle se terminait à midi sonnant. La majeure soutenait la dignité de cette dénomination par le poids et l'importance des questions débattues : c'étaient la controverse de l'Eglise contre les Réformés, les fondements de la religion défendus contre les modernes incrédules ; les prolégomènes de l'Ecriture sainte ; le canon des divines Ecritures vengé, rétabli dans son intégrité ; les retranchements qu'ont voulu y faire les mêmes Réformés convaincus de fausseté ; tous les faits scripturaires qui se rattachent à ces graves questions éclaircis, discutés. Telle était l'abondante matière de la majeure, sans préjudice de toutes les additions qu'il plairait d'y faire par le licencié, jaloux de faire montre de sa science et de sa doctrine. La majeure occupait toute la journée sans désespérer ; le président et le répondant prenaient leur repas, comme à la guerre, sous la tente ; le pupitre et la chaire leur servant de table, et la salle de salon. Les arguments étaient pressés, serrés ; la difficulté allait toujours croissant ; chaque instance lui donnait un nouveau jour : le dernier syllogisme en exprimait toute la force. L'usage avait prévalu dans les écoles de Paris, par opposition à celles de la province, de faire précéder chaque syllogisme d'une glose, sorte de préambule qui lui servait d'explication. Durant l'attaque et la défense de part et d'autre, c'était à qui déploierait plus d'érudition, de science et tout à la fois de souplesse, d'adresse à manier les armes de la logique. La diction était un démenti donné aux détracteurs de la méthode scolastique : elle n'était pas, comme ils aiment à le dire, lourde, pesante, embarrassée dans sa marche par l'attirail des formes comme par des masses de plomb. L'auditeur était souvent agréablement surpris d'y trouver une latinité pure, élégante, des souteneurs qui savaient animer la discussion par le feu et la chaleur de l'éloquence. La médiocrité impatiente et avide de célébrité et qui possède assez le sentiment de sa faiblesse pour comprendre l'impuissance où elle est d'y arriver par le mérite de la difficulté vaincue et de l'observation des bonnes

règles ; la médiocrité, comme à son ordinaire, prend ici un parti fort commode, qui est de mépriser la règle, de convertir ce mépris en art, de créer une rhétorique, ou, si l'on veut, une poétique nouvelle, qui a pour sa première loi le mépris des règles. Il n'en est pas moins vrai que les bons ouvrages sont à ce prix, que leurs auteurs ont confessé et confessent encore à l'unanimité lui être redevables de leurs succès ; que depuis qu'on s'en écarte, la littérature, la polémique, tous les genres de l'art de bien dire, frappés de stérilité, ne produisent plus que des compositions faibles ou frivoles, des œuvres où brillent quelques étincelles d'esprit, mais où le feu et le talent s'éteignent et s'épuisent au bout d'une page ou d'une colonne de journal.

Ces novateurs, depuis 1790, sont en possession de leur nouvelle méthode: qu'ils nous montrent, durant cette période de quarante ans, un ouvrage sorti de leur école qui se recommande par la régularité du plan, l'ordre et l'enchaînement des preuves, la clarté, la netteté des idées, toutes choses qu'on a estimé jusqu'ici constituer le fonds d'un bon livre ; et si l'on juge de l'arbre par les fruits, le triomphe de la méthode sorbonique est assuré et son règne affermi dans les écoles. Que les hérétiques, les impies, et tous les superbes contradicteurs de la saine doctrine se liguent et se confédèrent avec les corrupteurs du beau et du vrai en littérature, pour décrier la vieille méthode, on le conçoit : ces hommes ont des intérêts communs. La déclamation et le sophisme sont pour eux un besoin, et la méthode scolastique même, dans cet état de liberté où la politesse de ces derniers temps l'a mise, les gêne et les contrarie encore beaucoup. C'est pourquoi ils lui ont déclaré une guerre irréconciliable. Mais que leurs déclamations fassent écho jusque dans le sanctuaire, qu'elles trouvent des défenseurs, des approbateurs dans nos écoles ecclésiastiques, parmi leurs maîtres et leurs professeurs, voilà ce qui étonne et qui nous autorise à dire, si le sel de la terre s'affadit et se corrompt, que restera-t-il de sain dans le monde moral ? Et si la prédication de la morale évangélique, la controverse, c'est-à-dire la défense de la vérité catholique contre l'erreur et l'hérésie, n'ont d'autres interprètes que des pasteurs et des docteurs ainsi enseignés, la cause de la foi ne peut qu'en souffrir d'immenses dommages. Le docteur que je combats ne donne

pas la main à ces novateurs, mais il va avec eux au même but par des routes opposées; il loue à outrance les études de l'ancienne Sorbonne, mais pourquoi? Pour déprécier celles de nos séminaires. S'il élève les premiers sur un piédestal, c'est avec l'intention de mettre les seconds à leurs pieds. Pour mieux dissiper le nuage dont il obscurcit la vérité, tâchons de remettre sous son point de vue véritable la question déplacée, et un jugement impartial, capable de mettre sous les yeux du lecteur le bien et le mal de l'ancienne licence, me paraît propre à contribuer à cet heureux résultat.

La licence de Paris était singulièrement propre à développer la force d'un bon esprit dans son âge de croissance, à l'agiter, à le remuer, à le pousser à de violents efforts par le ressort d'une émulation véhémence. Ce mouvement violent imprimé aux âmes provenait de plusieurs causes : 1° l'honneur. Qu'on se figure ici l'élite des sujets de Paris, et peut-être de tout le royaume, se disputant la palme du mérite théologique dans des combats vifs, animés, et pour ainsi dire corps à corps, devant un arcéopage sacerdotal où siégeaient des docteurs en grand nombre, dont plusieurs possédaient un nom illustre et une réputation presque européenne; devant un auditoire d'ecclésiastiques capables de remplir la salle vaste à l'égal de nos églises, ou du moins de plusieurs de nos chapelles à qui on donne ce nom. C'était un beau spectacle pour un jeune clerc émule de la science, que la thèse d'un fort soutenant, à ces belles heures où se livrait le combat entre les plus forts athlètes de la licence. La carrière achevée, une liste imprimée, affichée sur les murs des écoles ou de leurs carréfours adjacents, annonçait au public le nom des vainqueurs, et gradait le mérite respectif de chacun de ces immortels de la milice sacerdotale. A la tête de cette liste figuraient par honneur quatre noms, c'étaient les nobilissimes ou les plus nobles, désignés tels, en cas de litige, par l'archiviste du royaume. Une seconde cause d'émulation, c'était la rivalité des maisons, des séminaires, des communautés religieuses. Les grandes familles de la Faculté estimaient à honneur d'avoir fourni à la licence ses sujets les plus capables. On se disait à soi-même : Ne dois-je pas faire honneur au corps, à la communauté dont je suis membre? Et puis une des premières places me servira de recommandation et en quelque sorte de titre pour obte-

nir quelque bénéfice considérable. La troisième cause productrice de l'émulation de la licence, c'était le privilège du grade. Il était grand, considérable et très-appreciable. Sur les douze mois de l'année, trois étaient réservés. Durant cette période de temps, une classe de riches bénéfices ne pouvaient être conférés qu'aux gens de lettres, et on appelait de ce nom les gradués dans les saintes Facultés. Pendant ces trois mois, il y en avait un qu'on appelait de rigueur, et dans lequel le bénéfice vacant était dévolu de droit au plus ancien gradué inscrit dans l'un des bureaux d'insinuation du royaume.

En outre, le ministre de la feuille, sur la caisse des économats, réservait une somme divisible entre les quatre premiers de la licence, et cette honorable pension ne retranchait rien au privilège du grade. Ajoutez à cela le lustre qu'une place dans la première ou la seconde classe donnait au licencié : il lui valait, par la gloire de son grade, une expectative presque assurée à un riche bénéfice. La licence était pour un élève de l'école de Paris, distingué par le talent, comme un motif d'ardeur et d'émulation dont il se sentait comme saisi dès son entrée dans la carrière de ses études théologiques. Elle se terminait par une cérémonie appelée la bénédiction de licence. Un licencié, choisi par honneur, y prononçait un discours connu sous le nom de paranymphe. Le sujet dans les bons temps en était grave et sérieux ; dans les derniers, son contenu n'était quelquefois autre chose qu'une satire où les bacheliers mécontents de leurs places se vengeaient par le ridicule des rivaux qu'on leur avait préférés.

On peut dire de la licence qu'elle est morte avec gloire. Les voyageurs et les curieux observateurs s'accordaient assez à en préférer les études à celles des écoles de la sagesse de Rome. Dans ses derniers jours elle commençait à se ressentir de la décadence générale.

L'esprit général du siècle est, comme on ne se lasse pas de le dire, une sorte d'atmosphère où vivent tous les esprits individuels, qui les modifie malgré eux. La légèreté, la frivolité avait pénétré dans le sanctuaire de la science. Le mérite de la belle latinité, digne d'encouragement en lui-même, commençait à y devenir un accessoire nuisible au principal ; il couvrait, dans plusieurs, le vice de leurs idées, et leur obtenait sur des sujets plus savants, plus érudits, plus solides,

une préférence imméritée. Quant à cette véhémence d'émulation dont elle était le principe et la cause, l'homme judiciaire disait ici : le bien pur n'est pas le partage de ce monde durant le siècle présent, il se mêle et s'entrelace toujours avec le mal, comme l'ivraie avec le bon grain. Le refroidissement qu'en souffrait la piété dans plusieurs licenciés trouvait sa compensation dans un accroissement de science, lequel rendait souvent à la piété elle-même ce qu'elle avait perdu. Et si l'on songe au bien général de la religion, ce mal n'était rien, comparé au bien immense dont il devenait le principe et la source.



— FIN. —

TABLE.

	<i>Pages.</i>
AVANT-PROPOS.	5
Défense des séminaires.	13
Défense des prêtres et des pasteurs dispensateurs du sacrement de pénitence.	24
Défense de l'épiscopat.	34
Défense des prélats et des prêtres désignés nominati- vement par le docteur Pagès.	45
Apologie du Saint-Office.	50
Défense de l'Eglise universelle.	74
Note première.	83
Note deuxième.	87
Notice sur l'ancienne Faculté de Paris et la Sorbonne.	88

